

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE L'INSAISSABILITÉ

DES

RENTES SUR L'ÉTAT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 2 Juin 1899, à 1 heure

par

Maurice VERNIER

Président : M. GLASSON

Suffragants : { MM. DUCROCQ
MASSIGLI

PARIS

PAUL DELMAR

23 bis — RUE DES ÉCOLES — 23 bis

1899

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE L'INSAISSABILITÉ

DES

RENTES SUR L'ÉTAT

THÈSE, POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 2 Juin 1899, à 1 heure

par

Maurice VERNIER

Président : M. GLASSON

Suffragants : { MM. DUCROCQ
MASSIGLI



PARIS

PAUL DELMAR

23 bis — RUE DES ÉCOLES — 23 bis

—
1899

INTRODUCTION

Les Etats, pour assurer le fonctionnement des services publics, doivent faire face à des dépenses : leurs charges augmentent avec le développement de la civilisation et avec les crises que tout pays traverse.

Deux moyens se présentent à un gouvernement pour se procurer les ressources qui lui sont nécessaires : l'impôt et l'emprunt.

L'impôt, qui remonte à la plus haute antiquité, a traversé les âges et son principe est arrivé intact jusqu'à nous : il est encore aujourd'hui la seule ressource normale devant faire face aux dépenses ordinaires.

L'emprunt a été pratiqué chez les anciens, mais d'une façon tellement exceptionnelle que l'étude de cette institution dans l'antiquité, n'offrirait guère d'intérêt. Il faut arriver au xvi^e siècle, pour voir fixée d'une façon précise l'idée que l'Etat peut, par son crédit, se procurer des ressources extraordinaires.

Louis XII le premier a créé des rentes sur l'Hôtel-de-Ville. Depuis cette époque, les rentes sur l'Etat ont pris une extension de plus en plus considérable.

On peut distinguer deux périodes dans cet accroissement.

De Louis XII à la Révolution de 1789, la dette de l'Etat augmente progressivement et l'embarras des finances devient tel, qu'il est une des principales causes qui précipitent la chute du régime monarchique.

Pendant la deuxième période qui comprend le ^{xix}^e siècle, les guerres, la transformation économique font accroître les besoins des Etats. Mais en même temps le crédit public acquiert une puissance inconnue auparavant. L'emprunt, expédient commode pour parer aux nécessités urgentes fait augmenter la dette publique d'une façon considérable, et les rentes sur l'Etat occupent aujourd'hui une place prépondérante dans les fortunes.

Les droits qui peuvent s'exercer sur ces rentes, ont fait naître de nombreuses contestations diversement résolues suivant les idées successives qui ont dominé la jurisprudence.

PREMIÈRE PARTIE

THÉORIE GÉNÉRALE ET HISTOIRE DE L'INSAISSABILITÉ DES RENTES SUR L'ÉTAT.

CHAPITRE PREMIER

Rapport de Vernier au Conseil des Anciens. Lois du 8 nivôse an VI et du 22 floréal an VII. Situation politique et économique du pays au moment où ces lois ont été promulguées.

L'Etat emprunteur a toujours cherché, avec justes raisons d'ailleurs, à se procurer des capitaux dans les conditions les plus avantageuses.

Les périodes désastreuses dans lesquelles il a bien des fois dû avoir recours à son crédit l'ont obligé à entourer les créances qu'il consentait de privilèges spéciaux ; ces privilèges se résument en deux mots : Exemption d'impôts, insaisissabilité.

L'exemption d'impôts n'a guère donné lieu à discussion.

L'insaisissabilité au contraire est tellement en opposition avec les règles générales qui régissent les droits des créanciers sur les biens de leurs débiteurs que, dès l'origine, les controverses les plus vives se sont élevées sur la portée et sur la valeur de ce principe, tant au point de vue du droit que de l'équité,

Le principe de l'insaisissabilité a été tour à tour reconnu d'une manière absolue, puis d'une manière relative par la jurisprudence, et aujourd'hui encore, bien que la Cour de cassation ait plusieurs fois consacré les droits des créanciers, des arrêts de cours d'appel viennent encore appliquer le principe de l'insaisissabilité toujours défendu par une doctrine presque unanime.

D'où vient cette théorie si répandue, posée en peu de mots, nette et précise comme un axiome : « Les rentes sur l'Etat sont insaisissables » ?

Les textes de deux lois et un rapport au Conseil des Anciens sur la première de ces lois, sont les seuls documents précis sur lesquels peut s'établir la discussion.

La pensée qui a présidé à la rédaction de la loi du 8 nivôse an vi se dégage clairement du rapport de Vernier au Conseil des Anciens :

« Les rentes, disait-il, sont meubles par leur nature ; elles
« n'étaient réputées immeubles que par fiction et dans quel-
« ques coutumes seulement. Il convenait, non seulement
« de les rendre à leur première nature, mais encore de pri-
« ver les créanciers pour l'avenir de toute espèce de droit,
« saisie ou opposition, soit sur le capital soit sur les arré-

« rages. Les créanciers prévenus et instruits qu'ils n'au-
« ront plus à compter sur cette ressource pour le paiement
« et la sûreté de leurs créances régleront à l'avenir leurs
« transactions en conséquence et se ménageront d'autres
« sûretés moins sujettes à tromper leur attente.

« En supprimant ces oppositions, on donne en quelque
« sorte à ces capitaux, à ces sortes de créances, la valeur et
« l'effet du numéraire en circulation dont il est si impor-
« tant d'augmenter la masse.

« On satisfait aux vœux du commerce. Les députés, en
« cette partie, ont donné sur cet objet un mémoire au mi-
« nistre des Finances, où ils mettent en évidence les incon-
« vénients qui résultaient pour le crédit public des opposi-
« tions admises et des entraves perpétuelles qu'éprouvait la
« circulation de ces capitaux.

« En dernier résultat l'intérêt des créanciers s'y ren-
« contre. Ils trouvaient difficilement à négocier leurs créan-
« ces ; ils étaient forcés de les vendre à perte et à vil prix
« tandis que libres et sans aucun danger d'opposition elles
« seront portées à un plus haut prix et d'un commerce
« plus facile ».

A la suite de ces motifs, exposés d'une façon précise, fut
votée la loi du 8 nivôse an vi.

L'article 4 dit : Il ne sera plus reçu à l'avenir d'opposi-
tion sur le tiers conservé de la dette publique inscrite ou à
inscrire. Celles faites sont maintenues mais le débiteur saisi
pourra offrir de rembourser l'opposant à due concurrence
avec le tiers conservé, et le créancier qui refuserait son rem-

boursement peut y être contraint en justice, si mieux il n'aime donner mainlevée de l'opposition.

Cependant les comptables envers la République ne pourront en aucun temps disposer de leurs inscriptions avant l'apurement de leur compte certifié par le bureau de comptabilité si mieux ils n'aiment fournir caution.

Cet article qui pose le principe quant au capital des rentes est complété par l'article 7 de la loi du 22 floréal an vii qui édicte une règle non moins formelle pour les arrérages.

Il ne sera plus à l'avenir reçu d'opposition au paiement desdits arrérages à l'exception de celle qui serait formée par le propriétaire de l'inscription ou du brevet de pension.

Tels sont dans leur forme concise les textes sur lesquels repose la question.

Les lois, en général, sont à l'image de l'époque à laquelle elles sont conçues : les faits politiques et économiques ont sur elles une influence décisive : un tableau rapide de l'état du pays au moment où celles-ci ont été discutées et promulguées ne contribuera pas peu à les éclairer : il dégagera en même temps plus vivement les principes généraux qu'elles portent en elles.

La France, en l'an vi, n'était plus envahie, elle avait réussi à porter la guerre à l'extérieur et à cette époque commençait pour elle une ère de victoires qui compte au nombre des plus brillantes. Mais il n'en est pas moins vrai que dix ans d'efforts, de troubles et de révolutions l'avaient épuisée, que cette agitation sans trêve avait ruiné ses ressources et que si on n'avait pas eu recours ouvertement à

la banqueroute, la consolidation du tiers n'en n'avait pas moins été un expédient déorable.

Si cette situation politique indique assez à quelles conditions on pouvait emprunter, l'exposé de l'état économique et financier est plus suggestif encore : il montre s'il est étonnant qu'à une époque où l'on ne craignait pas de recourir à une faillite déguisée, on ait pu employer des moyens que tous s'accordent aujourd'hui à reconnaître contraires à l'équité.

Thiers, dans son *Histoire de la Révolution*, montre d'une façon saisissante à quel état de misère le pays en était réduit (1) :

« Les subsistances, dit-il, manquaient dans toutes les
« grandes communes ; le papier monnaie apportait le dé-
« sordre dans toutes les transactions et laissait le gouver-
« nement sans ressources. La Convention n'ayant pas voulu
« céder les biens nationaux pour trois fois leur valeur de
« 1790 en papier, les ventes avaient été suspendues ; le
« papier qui ne pouvait rentrer que par les ventes était
« resté en circulation et sa dépréciation avait fait d'ef-
« frayants progrès. Vainement avait-on imaginé l'échelle
« de proportion pour diminuer la perte de ceux qui rece-
« vaient les assignats : cette échelle ne les réduisait qu'au
« cinquième tandis qu'ils ne conservaient pas même le cent
« cinquantième de leur valeur primitive. L'Etat ne perce-
« vant que du papier par l'impôt était ruiné comme les par-

(1) Thiers, *Histoire de la Révolution Française*, livre 31.

« ticuliers. Il percevait, il est vrai une moitié de la contri-
« bution foncière en nature, ce qui lui procurait quelques
« denrées pour nourrir les armées; mais souvent les
« moyens de transport lui manquaient et ces denrées pour-
« rissaient dans les magasins. Pour surcroît de dépenses,
« il était obligé, comme on sait, de nourrir Paris. Il livrait
« la ration pour un prix en assignats qui couvrait à peine
« le centième des frais. Ce moyen du reste était le seul pos-
« sible pour fournir au moins du pain aux rentiers et aux
« fonctionnaires publics payés en assignats, mais cette né-
« cessité avait porté les dépenses à un taux énorme. N'ayant
« que du papier pour y suffire, l'Etat avait émis des assignats
« sans mesure et avait porté en quelques mois l'émission
« de douze milliards à vingt-neuf.

« Par les anciennes rentrées et les encaisses, la somme
« en circulation réelle s'élevait à dix-neuf milliards, ce qui
« dépassait tous les chiffres connus en finances.

« Pour ne pas multiplier d'avantage les émissions, la
« Commission des Cinq, instituée dans les derniers jours
« de la Convention pour proposer des moyens extraordi-
« naires de police et de finances avait fait décréter en prin-
« cipe une contribution extraordinaire de guerre de vingt
« fois la contribution foncière et dix fois l'impôt des pa-
« tentes, ce qui pouvait produire de six à sept milliards en
« papier; mais cette contribution n'était décrétée qu'en prin-
« cipe; en attendant on donnait aux fournisseurs des ins-
« criptions de rentes qu'ils recevaient à un taux ruineux :
« cinq francs de rente étaient reçus pour dix francs de

« capital. On essayait en outre d'un emprunt volontaire à « trois pour cent qui était ruineux aussi et mal rempli. »

Dans cette détresse épouvantable, est-il étonnant que des lois aient consacré des mesures exceptionnelles.

Il est naturel qu'à une époque où une Commission spéciale est nommée pour proposer des mesures extraordinaires de finances, des moyens qui paraissent dans l'Etat actuel contraires à l'équité aient pu triompher.

Est-il extraordinaire enfin que l'Etat garantisse l'insaisissabilité d'un capital dont il paye les rentes d'une façon tellement fictive qu'il est obligé de fournir lui-même quelques aliments aux rentiers pour les empêcher de mourir de faim.

Ils sont loin, les rentiers de l'an vi de ceux qui, ayant des dettes énormes, vivent largement, grâce à une fortune considérable placée en rentes sur l'Etat; ils sont loin de cette condition qui sert aujourd'hui de principal argument aux adversaires de l'insaisissabilité.

Cette insaisissabilité n'a pas d'ailleurs été un expédient imaginé par le législateur de l'an vi : celui-ci n'a fait que sacrifier aux habitudes et à la volonté des capitalistes de l'époque

L'*Histoire de la Révolution*, de Thiers, indique quelles étaient alors les valeurs recherchées et les causes des préférences (1) :

« On mettait encore beaucoup d'empressement à se procu-

(1) Thiers, *Histoire de la Révolution française*, t. 4, p. 330.

« rer les actions des Compagnies de finances qui semblaient
« hors des atteintes de la révolution et de la contre-révolu-
« tion et qui offraient en outre un placement avantageux.

« Celles de la Compagnie d'escompte avaient une grande fa-
« veur, mais celles de la Compagnie des Indes étaient sur-
« tout recherchées avec la plus grande avidité parce qu'el-
« les reposaient sur un gage en quelque sorte insaisissable,
« leur hypothèque consistant en vaisseaux et en magasins
« situés sur tout le globe. Vainement les avait-on assujetties
« à un droit de transfert considérable, les administrateurs
« échappaient à la loi en abolissant les actions et en les rem-
« plaçant par une simple inscription sur les registres de la
« Compagnie, qui se faisait sans formalité. »

Cette faveur accordée par les capitalistes aux actions dont le gage était en fait insaisissable n'est-elle pas une réponse à la théorie qui prétend que le législateur n'a jamais voulu inscrire l'insaisissabilité dans la loi au profit du rentier lui-même, mais qu'il n'a entendu en faire profiter que le Trésor seul.

On comprend qu'à une époque où les moyens exceptionnels et révolutionnaires étaient chaque jour employé on ait rendu légal un droit en vérité peu équitable et qu'on ait cherché à donner par une loi aux rentes sur l'Etat, un privilège dont d'autres valeurs jouissaient, non seulement en fait, mais encore au mépris même de la loi.

CHAPITRE II

Première interprétation des lois de l'an VI et de l'an VII par la doctrine et la jurisprudence. Le principe de l'insaisissabilité absolue est unanimement admis par les auteurs et par les tribunaux.

L'insaisissabilité des rentes sur l'Etat était tellement contraire aux principes généraux du droit, qu'elle devait bientôt soulever des contestations

Le Code civil, en établissant que tous les biens du débiteur sont le gage des créanciers, devait encore faire douter qu'une catégorie de biens qui commençait à devenir un élément important des fortunes, ait pu être soustrait à cette règle. Aussi voit-on, dès les premières années du siècle, la question de la valeur et de l'étendue du privilège portée devant les juges.

Les premières décisions des tribunaux de l'ordre judiciaire marquent un certain flottement. Un jugement du tribunal de la Seine se basant sur ce que la loi du 8 nivôse an vi ne prohibait ni le transfert volontaire, ni le transfert forcé, adjuge les conclusions de demandeurs qui voulaient être payés de leur créance sur les arrérages d'une rente inscrite sur le grand-livre au profit du débiteur. Sur appel de ce jugement, la Cour appliqua strictement la loi et

décida que suivant la loi du 8 nivôse an vi les arrérages des rentes sur l'Etat sont insaisissables, d'où il suit qu'il ne peut y avoir lieu à un transfert forcé d'inscription d'un débiteur à son créancier (1).

Un décret rendu en Conseil d'Etat le 3 janvier 1813 et une décision ministérielle du 9 août 1816, indiquent que l'autorité administrative entend l'insaisissabilité entière et sans aucune dérogation. La jurisprudence se fixe alors d'une manière absolue, les décisions postérieures sont unanimes à consacrer l'insaisissabilité ; les motifs des jugements posent tous en principe l'article 4 de la loi du 8 nivôse an vi : « Considérant qu'aux termes de l'article 4 de la loi du 8 nivôse an vi il ne peut être reçu aucune opposition sur la dette publique ». Tels sont les termes généralement employés et qui à eux seuls motivent les jugements d'une façon péremptoire.

Si quelquefois des décisions de première instance admettent des prétentions qui ne paraissent pas tout d'abord en opposition directe avec les textes, ces décisions sont toujours réformées en appel dès qu'elles semblent pouvoir entamer le principe.

Dans les cas de faillite, de pension alimentaire, la jurisprudence ne se laisse pas arrêter par des considérations d'équité et de morale : elle est en présence d'un principe de droit absolu qu'elle applique dans son entier.

Ainsi, de 1816 à 1859, la jurisprudence est constante et

(1) Dalloz, *Répertoire*, V^o, Trésor public, page 1365.

semble définitivement fixée ; rien ne fait prévoir un retour. Elle est en outre doublée par une doctrine presque unanime et non moins ferme.

Les auteurs en général proclament le principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat et l'acceptent dans son entier sans dérogations.

Quelques-uns signalent bien les abus et admettent des distinctions qui ne sont pas faites par la jurisprudence, mais ils ne sont qu'une petite minorité (1).

La presque unanimité des auteurs défend le principe dans son entier, parmi eux, M. Mollot le soutient d'une façon particulièrement énergique : il combat toutes les restrictions que par une voie détournée on entendrait apporter au principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat : « Nous ne pensons pas, dit-il, que, sur des motifs apparents de morale et d'équité, les tribunaux aient la faculté de faire dévier arbitrairement l'application des lois établies » (2).

(1) Rolland de Villargues, Dalloz, *Répertoire* V^o ; Certificats de propriété, N^{os} 50^e et suiv. ; de Belleyne, *Ordonnances sur référé*, tome 1, page 179.

(2) Mollot, *Gazette des Tribunaux*, 29 août 1856.

CHAPITRE III

Retour de la jurisprudence. — Ses arguments. — Nouvelle théorie. — Etude de l'insaisissabilité relative des rentes sur l'Etat.

Pendant la période de paix qui suit 1815, les finances se rétablissent : le calme fait renaître la confiance et, progressivement, les rentes sur l'Etat atteignent des cours plus élevés ; au milieu du siècle, elles dépassent le pair. A ce moment le crédit public est rétabli et les privilèges accordés aux rentes sur l'Etat ne sont plus justifiés par la nécessité pressante qui les avait fait naître : l'insaisissabilité absolue est alors sérieusement discutée.

C'est à cette époque que se produit un retour dans la jurisprudence. Ce mouvement sans nier à l'origine l'existence de l'insaisissabilité cherche à en restreindre les effets.

En 1837 un arrêt de la Cour de Lyon, confirmé par un arrêt de la chambre civile de la Cour de cassation du 8 mars 1859 décide que l'insaisissabilité dont sont frappées les rentes sur l'Etat ne s'oppose pas à ce que ces rentes soient, après faillite, aliénées à la diligence des syndics et au profit de la masse des créanciers; les syndics en faisant alors opérer le transfert sans saisie préalable et comme mandataires légaux du failli (1) :

(1) Dalloz, 1859, 1-145.

Cet arrêt a d'autant plus d'autorité qu'une note de M. Labbé le commente dans un sens favorable (1).

Sans nier, non plus que la Cour de cassation l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat, il va plus loin, et regrette que la jurisprudence ait seulement cherché à tourner une règle qu'on a eu le tort de poser en axiome : il s'attaque au principe lui-même et cherche à le réduire.

« Ce qui est défendu, dit-il, c'est la saisie-arrêt, c'est l'acte, adressé aux agents de l'Etat, qui mettrait un obstacle ou créerait une difficulté au transfert de la rente ou au paiement des arrérages ». De cette insaisissabilité spéciale, relative, faut-il conclure à une insaisissabilité absolue ? M. Labbé ne le pense pas. Quelle peut avoir été l'opinion du législateur ? Faciliter la circulation des rentes, rendre possible une négociation rapide et immédiate qui donne à un titre toute sa valeur, éviter que celui à qui le transfert d'une rente est proposé ait à redouter l'effet d'une saisie-arrêt et ne puisse pas conclure l'opération sans une vérification embarrassante. On peut ajouter le désir de débarrasser la comptabilité nationale de difficultés incessantes.

L'argumentation de cette thèse s'appuie sur le rapport de Vernier : la conclusion en est que l'avantage principal recherché par le législateur a été la facilité et la sûreté de la négociation et par suite l'emploi des rentes dans les affaires comme de titres équivalent à du numéraire.

(1) *Journal du Palais*, 1859, page 545.

Si l'insaisissabilité absolue est attaquée, si l'étendue du principe est discutée, le principe lui-même subsiste : doctrine et jurisprudence reconnaissent que les lois de l'an vi et de l'an vii ont bien entendu consacrer l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat.

C'est cette interprétation qu'adopta très généralement la jurisprudence postérieure à 1859.

Les motifs de presque tous les arrêts sont conçus dans les mêmes termes : « Attendu, disent-ils en général, que du texte des articles 4 de la loi du 8 nivôse an vi et 7 de la loi du 22 floréal an vii, dont les dispositions ont été confirmées par les lois du 11 juin 1878, 27 avril 1883 et 17 janvier 1894, il résulte, que ces articles, en déclarant insaisissables les rentes sur l'Etat français, ont seulement pour objet d'interdire les saisies-arrêts de ces rentes, pratiquées entre les mains du Trésor public; mais qu'ils n'empêchent pas les créanciers, conformément au principe fondamental écrit dans les articles 2092 et 2093 du Code civil, de faire ordonner par justice la réalisation à leur profit des rentes sur l'Etat, que leur débiteur est appelé à recueillir dans une succession, du moment que, comme dans l'espèce, il n'y a pas lieu à saisie aux mains du Trésor ... » (Cassation chambre civile, 23 novembre 1897) (1).

L'argumentation est très généralement identique et la plupart des arrêts se bornent à affirmer que les lois de l'an

(1) *Gazette du Palais*, 18 décembre 1897.

vi et de l'an vii n'ont eu en vue qu'une insaisissabilité relative.

Plusieurs auteurs ont repris cette théorie et ont posé en principe des conclusions que M. Labbé n'avait fait qu'indiquer comme lui paraissant justes : « De cette insaisissabilité relative, disait-il, faut-il conclure à une insaisissabilité absolue ? Je ne le pense pas. » Pour lui le doute était possible sur la portée de la loi.

Quelques études parues dans ces dernières années ont été plus affirmatives et ont voulu établir la théorie de l'insaisissabilité relative sur une base juridique.

Le point de départ de ce système est précisément le rapport de Vernier et les lois de l'an vi et de l'an vii qui servent également de fondement au système inverse.

Pour les auteurs, ces lois auraient été mal interprétées : elles n'auraient, en outre, pas été bien comprises des législateurs eux-mêmes ; il y aurait eu des erreurs et le rapport au Conseil des Anciens si clair et si précis pour les partisans de l'insaisissabilité absolue serait en contradiction avec lui-même.

D'autres arguments de détail viendraient en outre soutenir et confirmer cette théorie.

M. Rozier, dans une thèse soutenue à Bordeaux en 1895 (1), émet le premier cette opinion que le rapport de Vernier et les lois de l'an vi et de l'an vii ne concordent pas et que ce n'est que par suite des erreurs et des contra-

(1) M. Rozier, *De l'insaisissabilité des rentes sur l'État*, chapitre IV, pages 53 et suivantes.

dictions du rapporteur qu'on a prêté à ces lois un sens qu'elles n'ont jamais eu en réalité.

Pour lui, les lois de l'an vi et de l'an vii sont parfaitement claires : toujours elles n'ont entendu prohiber que la saisie-arrêt entre les mains du Trésor. Pour s'en convaincre il suffit de les rapprocher des lois qui les ont précédées. La loi du 24 août 1793 avait autorisé l'opposition soit sur la propriété, soit sur les arrérages : cette opposition pouvait avoir lieu entre les mains des commissaires de la Trésorerie. Bien que la comptabilité publique fut alors peu développée, on n'avait pas été longtemps à s'apercevoir de toutes les difficultés et de toutes les complications qui pouvaient naître de ces oppositions. On comprit quelle gêne et quel obstacle elles seraient pour la négociation et la transmission des rentes et l'on entrevit la responsabilité qui souvent résulterait pour le Trésor de sa situation de tiers saisi. Il y avait donc intérêt à attacher une immunité aux rentes sur l'Etat : l'Administration des finances serait débarrassée des saisies, d'un autre côté elle faciliterait la libre circulation des rentes et rendrait la spéculation possible. Le crédit de l'Etat serait ainsi porté à un plus haut degré.

La loi du 21 messidor an v marqua le premier progrès accompli dans cet ordre d'idées : « Il ne sera plus admis
« d'oppositions à la charge des vendeurs d'inscriptions
« sur le grand-livre de la Dette publique après que les
« transferts et extraits des inscriptions vendues auront été
« visés sans opposition par le conservateur établi près la
« Trésorerie nationale. »

Mais ce n'était qu'une demi-mesure, au législateur de l'an vi il appartenait de décréter une prohibition absolue : c'était une évolution normale : la pensée de l'auteur de la loi du 8 nivôse an vi ne faisait que procéder de celle de l'auteur de la loi du 21 messidor an v.

Quant à la loi du 22 floréal an vii, elle ne fut à son tour que le complément de la loi du 8 nivôse an vi.

D'après ce système, le véritable caractère de la loi de l'an vi se dégage et se dessine nettement : elle apparaît comme l'abrogation totale des articles 185 et suivants de la loi du 24 août 1793 dont la loi du 21 messidor an v avait seulement restreint et atténué partiellement les effets. Le mot opposition reçoit une signification bien claire et bien nette. Dans trois de ces lois : celles des 24 août 1793, 21 messidor an v et 22 floréal an vii, il désigne exclusivement l'opposition entre les mains du Trésor ; pourquoi dans la loi du 8 nivôse an vi ne serait-il pas pris dans la même acception ?

C'est l'opposition entre les mains du Trésor autrefois permise qui devient dorénavant impossible.

Enfin, une loi dont le but est l'intérêt général et le crédit public, ne peut avoir apporté d'aussi profondes modifications aux principes régissant les biens. Si la loi du 8 nivôse an vi avait dû apporter une pareille exception aux règles générales du droit et de l'équité, elle ne se serait certainement pas contentée de dire « il ne sera plus à l'avenir reçu d'opposition », elle n'eût pas reculé devant le mot propre et n'eût pas hésité à parler d'insaisissabilité.

Quelle est alors la cause qui a fait croire à l'insaisissabilité absolue ?

Pour M. Rozier, l'erreur vient de ce qu'on s'est emparé du rapport de Vernier et qu'on l'a opposé au texte de la loi dont la rédaction parfaitement claire ne semblait avoir besoin d'aucun commentaire.

Il est vrai, dit-il, que le début du rapport paraît très favorable à la théorie de l'insaisissabilité absolue : mais, en réalité, cette phrase indique d'une façon assez vague les résultats de la loi plutôt qu'elle n'essaie d'en préciser le sens et d'en déterminer la portée exacte. Mais ce dont on est surtout frappé, c'est de la disproportion qui existe entre le texte législatif dont les effets sont si nettement délimités dans leur étendue et les termes du rapport si larges et si compréhensifs.

C'est là un sérieux motif de douter que cette partie du rapport puisse être regardée comme l'expression vraie de la volonté du législateur ; on peut craindre que son auteur au lieu de se borner à commenter et expliquer la loi, ait émis une opinion personnelle dont il n'a pas pesé toutes les conséquences. Cette crainte est d'autant plus fondée que ce passage de l'exposé des motifs est en contradiction manifeste avec les autres passages qu'il renferme.

La loi de l'an vi a été avant tout une loi d'intérêt général et de crédit public : le rapport lui-même le dit : que les particuliers aient bénéficié d'une mesure qui n'était pas spécialement faite pour eux, c'est possible, mais ce n'était pas le but direct visé par le législateur : le rapporteur de

la loi l'avoue lui-même en disant qu'en dernier lieu l'intérêt des rentiers s'y rencontre.

On peut conclure de la confusion qui éclate entre la raison dominante de la loi et une de ses conséquences indirectes que Vernier s'est mépris sur le but et la portée de la loi, ou que certaines appréciations lui restent personnelles. Dans les deux cas on ne peut tirer aucun argument des propositions qu'il avance.

L'auteur relève enfin une véritable erreur. D'après le rapport, la loi du 8 nivôse an vi aurait rendu insaisissables les arrérages des titres de rente : cette affirmation aurait paru si peu suffisante que la loi du 22 floréal an vii aurait été précisément édictée pour proclamer l'insaisissabilité des arrérages.

Le rapport au Conseil des Anciens est enfin apprécié en ces termes : « Tel est le rapport de Vernier, sa valeur est
« plus que contestable : n'y relèverait-on d'ailleurs aucune
« contradiction ni aucune erreur qu'il ne serait pas possible de faire prévaloir le sens qu'il veut donner à la loi
« sur le véritable sens qui ressort d'un texte législatif, dont
« la clarté est parfaite. Les travaux préparatoires peuvent,
« en effet, fournir de précieuses indications sur l'interprétation à donner à la loi, mais ils ne sauraient servir à lui
« imposer une signification qui se heurte à son texte et est
« en opposition avec son esprit. On se trouve, du reste, en
« présence d'une disposition exorbitante du droit commun, qu'il faut entendre restrictivement et dont on ne

« doit pas chercher par tous les moyens à élargir le champ
« d'application. »

Plusieurs autres arguments soutiennent la doctrine qui défend le principe de l'insaisissabilité relative.

Le premier est tiré de l'article 4 de la loi du 8 nivôse an vi qui décide que les comptables envers la République ne pourront en aucun temps disposer de leurs inscriptions avant l'apurement de leur compte certifié par le bureau de la comptabilité, si mieux ils n'aiment fournir caution, il n'a pas la portée qu'on veut lui donner : il frappe certainement les rentes d'insaisissabilité, mais n'est-ce pas d'insaisissabilité purement relative, de celle reconnue au profit de l'Administration des finances.

Un autre argument est tiré des formalités relatives au transfert. Le transfert doit être signé du propriétaire de la rente ou de son fondé de pouvoir spécial. La loi qui a établi la formalité du transfert est une loi de forme, mais il n'en est pas moins vrai que les rentes se trouvent de par cette loi même bénéficier d'une insaisissabilité de fait que n'a pas édictée la loi du 8 nivôse an vi.

Cette impossibilité de fait n'est pas un obstacle. On ne peut certainement pas forcer le titulaire de la rente à accomplir la formalité du transfert, mais le mandataire conventionnel spécial dont parle la loi, peut certainement être remplacé par un mandataire spécial de justice.

Un troisième argument est celui tiré de l'absence d'une procédure permettant d'arriver à la saisie des rentes sur

l'Etat. Cet argument ne porte pas, parce qu'il est fondé sur la discussion de la loi de 1842.

En dernier lieu, on ne peut tirer parti des dispositions des lois de 1878, 1883 et 1894 qui déclarent les nouveaux titres de rentes insaisissables : ces lois se réfèrent en effet purement et simplement aux dispositions des lois de l'an vi et de l'an vii.

« En résumé, conclut M. Rozier, la portée et la signification que l'on a essayé d'imposer à la loi du 8 nivôse an vi, ne ressortent nullement de son texte et ne sont pas justifiées par le but qu'elles étaient destinées à remplir, la valeur du rapport est trop sujette à discussion pour qu'il soit permis d'en tirer argument. Les autres raisons sur lesquelles on a essayé d'étayer l'insaisissabilité absolue des rentes ne sont enfin rien moins que probantes.

« Une dernière considération fait, en outre, douter que l'intention du législateur ait été de placer les rentes en dehors du gage des créanciers, une telle mesure n'était pas nécessaire, mais sa nécessité se fut-elle imposée qu'il eût probablement hésité en présence du caractère immoral qu'elle présentait. Conçoit-on un Etat offrant à tous ceux qui voudraient devenir ses bailleurs de fonds, le moyen légal de ne pas payer leurs dettes. Une semblable théorie blesse trop profondément tout ce qui est juste et équitable pour qu'on ne se rallie pas si le moindre doute existe à l'opinion qui ne fait pas des rentes sur l'Etat des biens insaisissables, mais se borne à reconnaître l'impossibilité de les saisir entre les mains du Trésor. »

Cette thèse si ingénieuse a acquis d'autant plus d'autorité qu'elle a été reprise par M. Appleton (1).

Celui-ci après avoir posé la question entre l'insaisissabilité absolue et l'insaisissabilité relative rejette toute solution intermédiaire, puis se rallie à la théorie de l'insaisissabilité entre les mains du Trésor seul.

Dans une note, il reprend les arguments de M. Rozier et les cite à l'appui de sa thèse.

Il s'attache surtout à l'argument tiré par les partisans de l'insaisissabilité absolue de l'absence d'une procédure spéciale pour arriver à la saisie des rentes sur l'Etat. Cet argument, pour lui, n'aurait pas la portée qu'on veut lui attribuer. L'auteur pose en principe qu'à notre époque un droit existant ne peut jamais être anéanti par l'insuffisance des moyens que le législateur a organisés pour le sanctionner : « Tout droit, dit-il, dans son essence même comporte une action au moyen de laquelle il se réalise dans les faits. Si le législateur a omis de régler la forme de ces actions, c'est à la pratique de les établir; mais dans aucun cas, ce silence ne peut entraîner la ruine du droit. »

C'est par l'application de cette doctrine hardie qu'il fait rentrer les rentes sur l'Etat dans le gage des créanciers.

M. Appleton termine sa note en reconnaissant, que la théorie de l'insaisissabilité absolue est parfaitement soute-

(1) Dalloz, 1897, 2, 17.

nable en droit mais que son grand défaut est d'être contraire à l'équité et aux besoins économiques.

Ces arguments de la théorie de l'insaisissabilité relative peuvent se résumer en deux mots :

On doit se borner aux textes des lois de l'an vi et de l'an vii. Ces textes ne sont pas suffisamment explicites pour que l'on puisse conclure qu'ils aient voulu consacrer une dérogation odieuse aux principes généraux du droit; aussi faut-il se garder d'étendre leur signification.

D'un autre côté c'est la seule théorie morale, la seule qui puisse respecter les grands principes de l'équité. — C'est là l'argument principal, celui qui donne le plus d'autorité à la théorie de l'insaisissabilité relative et lui attire le plus de partisans.

CHAPITRE IV

Peut-on accepter en droit la thèse de l'insaisissabilité relative. — Réfutation en doctrine. — Jurisprudence de la Cour d'Appel de Paris.

La thèse de l'insaisissabilité relative se fonde sur deux ordres de raisons : Les arguments de morale, d'équité et de justice et les arguments purement juridiques.

Les premiers ne peuvent être mis en discussion ; tout le monde s'accorde pour leur rendre hommage et les partisans du système de l'insaisissabilité absolue des rentes sur l'Etat sont unanimes à regretter de ne pouvoir les concilier avec leur théorie.

Les arguments purement juridiques n'ont malheureusement pas la même autorité et le point de départ du système peut lui-même être discuté.

Pour les partisans de l'insaisissabilité relative, celle-ci aurait été édictée en faveur du Trésor seul et les particuliers n'auraient fait que profiter d'une loi qui n'était nullement faite pour eux.

L'insaisissabilité n'aurait été créée qu'en vue d'un intérêt tout à fait général : le seul but de la loi aurait été de délivrer le Trésor d'oppositions qui auraient été une gêne continuelle, un ennui pour les employés du Trésor.

Est-ce un système soutenable? Est-il permis de penser qu'un gouvernement se soit arrêté à quelques formalités d'écriture et que pour éviter aux comptables de deniers publics quelques précautions, on ait dû avoir recours à deux lois qui ont fait l'objet de rapports et de discussions aussi détaillés que ceux qui ont précédé la loi du 8 nivôse an vi.

L'état général du pays et la situation particulière des finances à l'époque où ces mesures sont intervenues permettaient-ils de s'arrêter à des considérations aussi secondaires?

C'est peu probable.

Peut-on d'ailleurs soutenir que les oppositions entre les mains de l'Etat soient complètement prohibées et qu'elles n'aient jamais lieu? Loin de là : les oppositions sont au contraire parfaitement valables sur certains traitements et sur certaines soldes, dus par l'État; des lois spéciales nombreuses en fixent diversement la quotité et le mode d'exercice.

Chacun sait d'autre part que les sommes payées par le budget aux différents fonctionnaires de l'Etat ne sont pas si minimes que leur petit nombre puisse justifier une exception à une règle générale d'insaisissabilité entre les mains du Trésor.

On pourra objecter que les facilités de paiement dont jouissent les porteurs de rentes, sont bien plus considérables que celles accordées aux titulaires de soldes ou de retraites; que ces dernières ne sont acquittées que par un seul comptable, toujours le même, entre les mains duquel

peuvent se centraliser les oppositions; que pour le paiement des rentes, au contraire, il faudrait que tous les agents du Trésor soient au courant de toutes les oppositions faites sur tous les titres en circulation.

Cette objection a bien sa valeur, mais ne serait-il pas aisé de remédier à l'inconvénient qu'elle signale en créant un journal rappelant celui qui sert à faire connaître aux agents de change les oppositions faites sur les titres en vertu de la loi de 1872.

Pour avoir toute sa portée, le principe de l'insaisissabilité relative ne devrait comporter aucune exception; cependant une des lois sur lesquelles il se fonde contient précisément une dérogation profonde à l'idée que la comptabilité publique ne peut être compliquée par aucune opposition.

Les articles 7 et 8 de la loi du 22 floréal en vii consacrent bien en effet le principe d'une opposition aux mains du Trésor :

« ARTICLE 7. — Il ne sera plus reçu à l'avenir d'opposition au paiement des arrérages dus pour rentes perpétuelles viagères et pensions à l'exception de celle qui serait formée par le propriétaire de l'inscription ou du brevet de pension. Cette disposition n'aura son effet qu'à dater de deux mois après la publication de la présente.

« ARTICLE 8. — L'opposition du propriétaire sera faite aux bureaux des payeurs de la Trésorerie Nationale, chargés du paiement des arrérages par une déclaration écrite et qui

sera signée de lui ou d'un fondé de pouvoir spécial. Elle sera annulée de la même manière. »

Cette exception supprime toute l'utilité du système de l'insaisissabilité relative.

L'opposition faite par le propriétaire au paiement des arrérages, pour être plus rare, n'entraîne-t-elle pas pour le Trésor toutes les conséquences et tous les inconvénients d'oppositions plus générales?

Le principe de l'insaisissabilité relative étant ainsi posé, la suite de la thèse vient-elle établir ce que l'argument général seul est impuissant à démontrer.

On a tiré un argument historique des lois du 24 août 1793 et du 21 messidor an v, quelle en est la valeur? Les partisans de l'insaisissabilité relative voient dans ces lois le commencement d'une évolution dont la loi du 21 messidor an v fixerait la portée.

Ne peut-on pas dire au contraire que ces lois auraient été impuissantes à rétablir le crédit public compromis et que la loi de l'an vi devait bien plus chercher à procurer à l'État les fonds qui lui étaient nécessaires qu'à édicter une mesure très secondaire, tendant à décharger de soucis les employés de la Trésorerie. Les mœurs qui ont présidé à la plupart des actes de la Révolution sont assez favorables à l'interprétation large du principe.

Bien plus : la loi du 24 août 1793 peut servir d'argument aux partisans de l'insaisissabilité absolue. Cette loi organisait, en effet, une saisie des rentes sur l'État; le législateur de l'an vi, instruit par les lois antérieures, a édicté une règle

en connaissance de cause et l'absence de procédure pour arriver à la mainmise des créanciers sur les rentes n'est nullement le résultat d'une erreur.

Les partisans du système de l'insaisissabilité relative ont en défendant leur théorie cherché à détruire la thèse qui soutient encore l'insaisissabilité absolue : Pour cela, ils se sont attaqués au texte, qui, avec les lois de l'an vi et de l'an vii, et même peut-être plus qu'elles, est le fondement de cette opinion ; ils ont attaqué avec force le rapport de Vernier et ont ingénieusement cherché à en réduire la portée.

Pour eux ce rapport contient des erreurs et même certaines parties seraient en contradiction entre elles.

Il est à peine besoin de relever cet argument qui, s'il était exact, aurait une portée considérable. La façon même dont les auteurs ont cherché à tirer parti de ce rapport enlève à leur objection beaucoup de sa valeur. Au lieu de prendre le rapport dans son ensemble et de chercher à en extérioriser l'idée principale et directrice, on semble avoir cherché à rendre impossible la manifestation précise de cette idée ; les phrases ont été séparées et classées suivant les besoins de la thèse ; certaines parties qui avaient conservé l'empreinte de l'idée générale ont été opposées à d'autres dont le sens est plus vague.

Quoi qu'on fasse, ce rapport de Vernier, pris dans son ensemble, reste un tout parfaitement homogène, précis et net qui jette une vive clarté non seulement sur la discussion mais encore sur la loi du 8 nivôse an vi elle-même.

Une solution ingénieuse de la théorie de l'insaisissabilité

relative est celle qui soutient qu'on ne doit pas s'arrêter à l'absence d'une procédure de saisie-arrêt spéciale pour les rentes sur l'Etat, et qui dit que toujours le fond doit dominer la forme, que, dans aucun cas, le silence de la loi ne saurait établir la ruine d'un droit, et que si le législateur a omis de régler la forme de la procédure, c'est à la pratique de l'établir.

Cette doctrine hardie, qui se rapproche du droit prétorien a été appliquée dans certains cas; mais n'est-il pas à craindre qu'elle ne porte quelquefois atteinte aux principes généraux du droit qui nous régit.

Si on a pu, en pratique, bien que le législateur n'ait pas réglé la procédure de saisie des titres nominatifs, actions et obligations des Sociétés, arriver à mettre ces biens dans le gage des créanciers, n'y a-t-il pas d'autres cas qui offrent une moins grande élasticité et où il est impossible de suppléer aux lois existantes. Il y a des circonstances où il est vrai de dire que la forme l'emporte sur le fond; c'est particulièrement exact en ce qui concerne les voies de recours. Ce qui est vrai des voies de recours l'est également des voies d'exécution : il n'est permis ni d'en créer de nouvelles ni de modifier celles qui existent.

L'argument que l'on serait tenté de tirer de la saisie qui a été organisée pour les titres des Sociétés, est bien moins fort si on examine la question d'assez près : la pratique en effet n'a rien créé ici, elle a simplement appliqué à une catégorie de biens spéciaux les règles générales de la saisie-arrêt ordinaire.

Pourrait-on procéder de même pour les rentes sur l'Etat? Assurément non, car la loi n'omet pas seulement de créer une procédure de saisie, mais bien plus elle a supprimé une procédure spéciale qui avait existé peu auparavant et elle interdit en outre toute opposition.

Malgré les efforts faits dans ces dernières années pour faire triompher le système de l'insaisissabilité relative, il s'en faut que celui-ci ait complètement gain de cause. Deux études de M. Glasson font que le principe de l'insaisissabilité absolue reste entier (1).

Dans une première note parue en 1894, l'auteur, tout en exprimant des regrets sur les abus auxquels peut donner lieu le principe, n'en affirme pas moins énergiquement que les rentes sur l'Etat sont frappées d'insaisissabilité que, cette insaisissabilité est générale et absolue « Le : doute, dit-il, « n'est pas possible, en défendant les oppositions, le législateur de l'an vi a entendu proclamer l'insaisissabilité « des rentes sur l'Etat et exclure ces rentes du gage des « créanciers ; on remarquera en outre qu'il n'a pas défendu « seulement les oppositions entre les mains du Trésor, « mais d'une manière générale tout opposition ; les textes « sont absolus et ne font aucune distinction. Ce principe de « l'insaisissabilité a été rappelé ensuite par des lois relativement récentes. »

L'auteur repousse ensuite toutes les exceptions que l'on serait tenté de voir au principe de l'insaisissabilité absolue.

(1) Dalloz, 1894, 1. 497. Dalloz, 1897, 2.113

soit en cas de faillite, soit en cas de succession bénéficiaire.

Cette étude devait être bientôt suivie des dissertations qui ont le plus tendu au développement de la thèse de l'insaisissabilité relative.

M. Glasson ne pense pas que les arguments apportés par les partisans de ce système soient de nature à modifier la question : dans une nouvelle note parue en 1897 il reprend et réfute tous les arguments tirés soit du rapport de Vernier, soit de la théorie qui voudrait que la pratique puisse suppléer à la loi en organisant la saisie de rentes sur l'Etat, soit enfin l'opinion qui reconnaît à un mandataire spécial de justice le pouvoir de signer le transfert au lieu et place du titulaire de la rente.

En jurisprudence, la cause de l'insaisissabilité relative, est-elle plus complètement gagnée?

Tous les arrêts de la Cour de Cassation suivent maintenant plus ou moins complètement cette interprétation mais cette manière de voir n'a pas encore été imposée à toutes les Cours et Tribunaux et on peut encore relever bien des jugements et arrêts qui ne se soumettent pas à la doctrine de la Cour suprême.

Au premier rang de ceux-ci, un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 7 août 1896 ne peut être passé sous silence (1). Cette décision est une sorte de protestation contre la doctrine adoptée par la Cour de Cassation.

(1) Dalloz, 1897, 2, 113.

Les motifs de cet arrêt fixent en termes précis la portée des lois de l'an vi et de l'an vii. En quelques mots, ils rappellent les conditions dans lesquelles s'est posée la question à l'origine et comment elle se pose aujourd'hui ; en même temps ils dégagent les principes généraux et rappellent avec à propos qu'il est de principe que les lois spéciales portant une atteinte et faisant exception aux principes du droit commun, doivent être appliquées dans la stricte mesure de leurs dispositions. Or, disent-ils, les lois de l'an vi et de l'an vii ont été discutées et promulguées dans des circonstances tout à fait spéciales : l'histoire et les textes démontrent que les règles contenues dans ces lois sont exceptionnelles. Il faut pour respecter les principes généraux les entendre dans leur sens strict et non chercher à les interpréter : tenter de les mettre en accord avec certains principes généraux, serait en méconnaître d'autres plus essentiels, bases du droit lui-même.

Telle est la théorie soutenue par une partie de la jurisprudence. Ces motifs si développés sont une sorte de manifestation qui démontre que si la thèse de l'insaisissabilité relative n'a pas encore rallié toute la doctrine, elle n'a pas non plus conquis toute la jurisprudence.

En résumé, deux théories sont en présence pour l'interprétation des lois de l'an vi et de l'an vii : l'une qui date de quelques années seulement se fonde sur des arguments ingénieux ; elle a par les idées de morale et

d'équité qu'elle développe un caractère captivant qui lui rallie presque tous ses partisans.

L'autre, il faut le reconnaître, a de graves défauts quant aux conséquences qu'elle entraîne et aux abus qu'elle peut faire naître, mais elle se fonde sur des moyens d'interprétation rigoureux, elle respecte tous les principes généraux qui ont présidé à la formation et au développement du droit ; elle s'appuie enfin sur une tradition de plus d'un siècle, sur l'avis des auteurs les plus considérables et sur des arrêts nombreux. Aussi il est permis de croire que tant que des faits nouveaux ne viendront pas supprimer les causes qui l'ont fait naître, cette thèse survivra et trouvera des partisans.

CHAPITRE V.

*Du transfert. — Théorie de l'autorité administrative. —
Jurisprudence du Conseil d'État.*

Dans l'état actuel de la législation, en supposant admise la théorie de l'insaisissabilité relative, par toutes les Cours et Tribunaux, la propriété des titres de rentes, pourrait-elle passer d'un débiteur à son créancier par l'effet d'un jugement consacrant le droit de ce dernier ? Un jugement de l'autorité judiciaire ne pourrait avoir ce résultat, car les changements qui interviennent dans la propriété des titres de rentes sur l'État, sont soumis à une formalité spéciale, le transfert.

Le transfert est une opération administrative qui a pour but de faire contrôler par l'Administration si, dans une mutation de rentes, toutes les règles établies par la loi ont été observées. Tout ce qui touche aux rentes sur l'Etat se rattache trop étroitement au crédit public pour que les changements qui peuvent intervenir relativement à ces titres puisse être laissé soit à la seule volonté des particuliers, soit à l'appréciation des tribunaux judiciaires ; le ministre des Finances a toujours le droit de rechercher dans quelles conditions est demandé un transfert et de le refuser.

Gardien du grand-livre de la Dette publique, il prononce, sauf recours au Conseil d'Etat, sur toutes les contestations auxquelles peut donner lieu l'émission et la répartition des rentes émises par souscription publique, la délivrance des titres, le paiement des arrérages et le remboursement des titres amortis. La compétence administrative n'est limitée en cette matière que par le droit qui appartient aux tribunaux judiciaires de statuer sur les questions de propriété et sur les conventions de droit commun dont les rentes peuvent être l'objet ; ces tribunaux ont seuls qualité pour connaître de tous les actes translatifs de propriété de rentes, ventes, successions, donations. Aucune de ces questions ne peut en effet affecter les rapports de l'Etat avec son créancier qui dispose librement de sa créance sur le Trésor. Mais la compétence administrative reprend ses droits dès que les conventions intervenues entre particuliers doivent se traduire sur le grand-livre ; c'est pourquoi le transfert est une opération administrative qui se distingue de toutes les mutations civiles qui peuvent y donner lieu et qui rentre exclusivement dans les attributions du ministre des Finances. Les tribunaux compétents pour faire l'attribution de la rente ne le sont pas pour statuer sur le transfert ; les contestations auxquelles peuvent donner lieu les décisions ministérielles rendues en cette matière ne peuvent être portées que devant le Conseil d'Etat (1).

(1) Conseil d'Etat, 26 juin 1808, 3 janvier 1815, 8 août 1821, 19 décembre 1839, 43 mars 1874, 6 août 1878. — Avis, 17 thermidor an x et 11 novembre 1817. Buchère, *Valeurs mobilières*, N° 149, page 68.

Comment doit-on expliquer cette faculté pour le ministre de refuser d'exécuter les jugements des tribunaux de l'ordre judiciaire et comment en limiter la portée ?

Le droit reconnu au ministre est basé sur un principe fondamental du Droit français, celui duquel procèdent toutes les institutions contemporaines, la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire proclamé par la loi des 16-24 août 1790, article 13 : « Les fonctions judiciaires sont distinctes et demeureront toujours séparées des fonctions administratives, les juges ne pourront à peine de forfaiture troubler de quelque manière que ce soit les opérations des corps administratifs, ni citer devant eux les administrateurs pour raison de leurs fonctions ». Cette règle est confirmée par la loi du 26 septembre 1793 et l'ordonnance du 5 janvier 1847. Aux termes des lois de la matière, la tenue du grand-livre de la Dette publique et les mutations et transferts de rentes sur l'Etat sont exclusivement placés dans les attributions de l'autorité administrative. Les mutations et les transferts constituent des actes administratifs qui ne peuvent être appréciés que par l'autorité administrative ; celle-ci est en outre seule compétente pour juger les questions de responsabilité vis-à-vis du Trésor.

Ces principes posés, il faut étudier quelles sont les règles qui guident l'Administration et la jurisprudence du Conseil d'Etat en cette matière.

Deux partis se présentent à l'autorité administrative comme à l'autorité judiciaire : consacrer la doctrine de l'insaisissabilité absolue et empêcher qu'aucune dérogation

ne soit apportée au principe des lois de l'an vi et de l'an vii, ou admettre au contraire la nouvelle théorie de l'insaisissabilité relative et sanctionner les décisions judiciaires qui rangent dans le gage des créanciers les rentes de leurs débiteurs.

On peut en premier lieu examiner les décisions de l'autorité administrative et voir quel est ensuite leur sort quand elles sont frappées d'appel devant le Conseil d'Etat.

L'opinion de l'Administration a toujours été particulièrement rigoureuse : elle a généralement entendu jusqu'à ces derniers jours le principe de l'insaisissabilité d'une façon absolue :

Pour elle la loi du 8 nivôse an vi doit être entendue dans son sens large ; cette loi a été faite autant dans l'intérêt du rentier que dans celui du Trésor, la rente ne fait pas partie du gage des créanciers, ceux-ci ne peuvent donc la saisir.

Dans une lettre qui a servi de base à une réponse du ministre des Finances à la séance de la Chambre des députés du 19 novembre 1895, le directeur de la Dette inscrite, fait connaître la façon dont l'Administration entend l'insaisissabilité :

« Si, disait-il, des jugements attribuant des rentes à des
« créanciers étaient produits à l'agent comptable des transferts et mutations, celui-ci ne pourrait passer outre à
« l'opération et se retrancherait derrière les dispositions qui
« lui interdisent de procéder à un transfert en l'absence
« du concours du titulaire ou du propriétaire régulier.

« En pareil cas je demanderais au ministre de prendre

« une décision conforme à notre jurisprudence et contre la-
« quelle la partie pourrait se pourvoir devant le Conseil
« d'Etat qui certainement donnerait gain de cause à l'Admi-
« nistration. »

Plus récemment encore, dans une lettre écrite le 20 novembre 1897, époque à laquelle l'insaisissabilité relative avait été vivement soutenue, l'opinion du ministre des Finances n'était pas modifiée et il déclarait dans une lettre, de la façon la plus nette et la plus catégorique, qu'il ne voulait rien savoir des décisions des tribunaux judiciaires, qu'il ne connaissait qu'une chose, c'est que les rentes étaient insaisissables et que tant que l'on n'aurait pas apporté l'autorisation, la procuration du titulaire de l'inscription lui-même, le grand-livre serait fermé, il n'y aurait pas de transfert opéré et par suite pas de réalisation possible. Le Trésor a toujours considéré que ces dispositions avaient créé en faveur des titulaires de rentes un privilège spécial, qu'elles mettaient ces valeurs hors de toute atteinte des créanciers et qu'il ne pouvait y avoir en aucun cas d'exécution forcée d'un propriétaire de rentes.

Et le ministre, après avoir rappelé ces précédents, ajoutait en terminant : « Je ne puis que me conformer à cette jurisprudence qui est bien celle dont l'exposé a été fait à la tribune de la Chambre des députés le 29 novembre 1895, par l'un de mes prédécesseurs. »

L'Administration a même été quelquefois trop absolue dans l'application de ses principes et dans sa volonté de ne pas connaître de certaines décisions des tribunaux judiciai-

res. Ainsi, un refus d'opérer un transfert a été annulé avec raison par arrêt du Conseil d'Etat du 8 juillet 1898 ; en effet, le droit de propriété du demandeur avait été reconnu en justice, mais le Trésor ne voulait pas opérer le transfert en se basant sur l'insaisissabilité. Le Conseil d'Etat a décidé que la demande était recevable, parce que c'était à titre de propriétaire et non à titre de créancier qu'elle était formulée.

La jurisprudence du Conseil d'Etat n'est pas douteuse : elle s'est affirmée bien des fois : elle a toujours maintenu que l'Administration des Finances devait refuser de procéder au profit des simples créanciers à aucun transfert de rentes sans le concours du titulaire ou de son mandataire, alors même que les créanciers auraient obtenu un jugement conforme à leurs prétentions.

Les partisans de l'insaisissabilité relative peuvent objecter qu'il existe des brèches dans le rempart derrière lequel se retranche l'Administration et que le principe de l'insaisissabilité absolue qu'elle invoque est contredit dans plusieurs hypothèses par la jurisprudence et la pratique administrative elles-mêmes.

Le nantissement en rentes sur l'État est permis : les syndics peuvent obtenir le transfert des rentes appartenant au failli pour en faire profiter la masse chirographaire. Enfin le curateur à succession vacante est en droit de signer le transfert afin de payer les créanciers.

Ce n'est qu'une tolérance qui n'atteint pas directement le principe ; l'Administration reconnaît que le principe

de l'insaisissabilité absolue conduit dans certains cas à des conséquences inacceptables devant lesquelles elle recule. Elle évite autant que possible les scandales, mais elle limite les exceptions à des cas très rares au lieu d'en faire la règle comme les partisans de l'insaisissabilité relative, aussi les décisions des tribunaux judiciaires qui appliquent cette dernière théorie continuent-elles à rester le plus souvent sans effet.

DEUXIÈME PARTIE

EXISTE-T-IL DES EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE L'INSAISSABILITÉ
ABSOLUE DES RENTES SUR L'ÉTAT ?

CHAPITRE PREMIER

*L'insaisissabilité produit-elle son effet à l'égard des rentes
constatées par des titres au porteur ?*

Le principe de l'insaisissabilité absolu étant admis, il y a lieu de rechercher si on ne doit pas y apporter certaines exceptions, car en droit bien peu de règles s'appliquent d'une façon absolue et sans subir aucune restriction.

On a voulu voir une atteinte au principe en faveur d'une notable partie des rentes sur l'Etat. On a soutenu que celles qui sont constatées par des titres au porteur ne pouvaient jouir du privilège général, que leur nature même paraissait incompatible avec le principe de l'insaisissabilité.

Sans entrer immédiatement dans la discussion de cette idée, on peut dire qu'elle ne paraît pas fondée suffisamment pour être admise.

On peut se rendre compte du reste que le système qui permettrait la saisie des rentes au porteur sur l'Etat serait contraire à la loi, on en trouve une preuve formelle dans les travaux préparatoires de la loi du 15 juin 1872 (1).

Pour savoir si l'exception peut se justifier ou non, il importe d'établir ce qu'est un titre au porteur, quels caractères il présente et dans quelles circonstances cette forme a été admise pour les rentes sur l'Etat.

Le titre au porteur peut être défini : « l'acte ou la pièce dont le but est de donner à chaque porteur la faculté de se prévaloir des droits qui y sont indiqués ou attachés, ou qui permettent au débiteur de s'acquitter entre les mains du porteur » (2).

La caractéristique de ces titres est une extrême facilité de transmission, de personne à personne ; la formalité du transfert n'existe pas ; c'est en outre une jouissance également facile, puisqu'il suffit d'être en possession du titre pour profiter des avantages qui y sont attachés ; ces titres remplissent presque l'office de numéraire comme les billets de banque, tant leur mobilité est grande.

A quelle époque la forme au porteur a-t-elle été admise pour les rentes sur l'Etat ?

(1) Dalloz, *Supplément au Répertoire*, n° 1247.

(2) M. A. Wahl, *Titres au porteur*, tome 1, page 6.

Actuellement les inscriptions des rentes sur l'Etat sont nominatives ou au porteur, mais il n'en a pas toujours été ainsi. Bien que la forme au porteur ait été connue depuis longtemps, son admission pour les rentes sur l'Etat ne date que d'une soixantaine d'années environ.

Sous l'ancien régime le fond de la dette de l'Etat consistait en rentes nominatives. Pendant la Révolution, le droit intermédiaire ne changea rien à cet état de chose : la Convention en créant le grand-livre de la Dette publique et en décrétant que les créanciers de l'Etat seraient inscrits nominativement le montre bien.

Les différents gouvernements qui se succédèrent, l'Empire, la Restauration, laissèrent ce principe intact.

Cependant, la paix ayant ramené le calme dans les affaires, plusieurs raisons rendaient nécessaire la transformation d'un certain nombre de titres de rentes sur l'Etat, en titres au porteur.

Il y avait d'abord intérêt à rendre cette valeur accessible aux petites bourses. Il n'était pas moins important d'offrir aux particuliers les mêmes avantages que ceux que leur présentaient les actions des grandes Compagnies industrielles et de finances qui revêtaient cette forme depuis longtemps.

En dernier lieu, la nécessité se faisait sentir d'attirer les capitaux vers les rentes sur l'Etat.

Dès le début de la Restauration, une tentative fut faite dans ce sens, mais au moyen d'un expédient qui n'était pas sans inconvénients. Le ministre des Finances, accorda à

certaines grands établissements de crédit, l'autorisation de recevoir en dépôt des titres de rentes nominatifs, dans leurs caisses et de remettre en échange aux parties des certificats de participation portant la signature du directeur et le visa du chef du grand-livre. Ces certificats de dépôt étaient au porteur.

Si ce système offrait l'avantage de mettre entre les mains du public des titres au porteur, il n'était pas sans présenter certains inconvénients. Il était une source de frais pour les porteurs de rentes : frais de commission retenus par la banque sur le paiement des arrérages, frais de délivrance du certificat.

Enfin, l'ordonnance du 29 avril 1831 intervint : dans son article 8, elle autorisa pour la première fois la conversion, sur la demande du propriétaire inscrit au grand-livre, du titre nominatif en titre au porteur.

Cette ordonnance a été le signal de la démocratisation de la rente.

L'histoire de la création des titres au porteur étant ainsi rappelée, on peut entrer dans les détails de la question, et voir quelles raisons on a pu invoquer pour soutenir que les rentes sur l'Etat constatées par un titre au porteur, n'étaient pas soumises aux mêmes règles, au point de vue de l'insaisissabilité, que les titres nominatifs.

On a dit que les titres de rentes au porteur se confondaient en quelque sorte avec le droit lui-même et que, par conséquent, ils ne pouvaient échapper au droit de gage des créanciers. De plus comme il n'y a plus besoin de transfert

pour leur transmission, il n'est plus nécessaire pour saisir ces rentes de faire opposition entre les mains de l'Etat, et les motifs de simplification de la comptabilité invoqués pour justifier l'insaisissabilité relative n'existent plus.

On pourrait, en outre, invoquer en faveur de cette opinion, que le législateur de l'an vi et de l'an vii n'a eu en vue que les titres nominatifs, et non les titres au porteur qui n'existaient pas à cette époque; qu'il n'y a pas lieu de les assimiler, car l'insaisissabilité est un privilège attaché par la loi aux premiers et qu'il n'est pas permis d'étendre aux seconds.

Ces raisons n'ont pu prévaloir auprès de la grande majorité des auteurs et l'assimilation des titres nominatifs et des titres au porteur au point de vue de l'insaisissabilité a reçu de nombreux suffrages.

On peut répondre à la théorie qui n'admet pas l'insaisissabilité pour les rentes au porteur sur l'Etat, qu'en premier lieu le principe sur lequel elle s'appuie pour mettre en opposition les titres nominatifs et les titres au porteur au point de vue de la saisie et dire que ces derniers sont saisissables, n'est pas décisif en faveur de ce système.

Un arrêt de 1896 conforme à cette théorie, dit en substance: « Les titres au porteur sont saisissables parce qu'ils se confondent en quelque sorte avec le droit dont ils sont la représentation et que la propriété en peut passer à un tiers au moyen de la simple remise du titre. »

Mais la plupart des objets insaisissables, les outils professionnels, pour ne citer que ceux-là, sont des meubles

dont la propriété se transmet *erga omnes* par simple tradition. Cette circonstance ne les empêche pas d'être soustraits au droit de gage des créanciers. Il doit en être de même pour les titres au porteur.

En second lieu l'inexistence des titres au porteur pour constater les rentes sur l'Etat en l'an vi et en l'an vii ne prouve rien.

Ces lois ont visé les rentes sur l'Etat, d'une manière générale sans considération de la forme et l'ordonnance royale du 29 avril 1831 n'a pas entendu changer la nature et la qualité de la rente sur l'Etat. Cette ordonnance est muette sur ce point, c'est qu'elle a entendu ne rien changer aux privilèges des créanciers de l'Etat, et s'il est vrai qu'il n'y a point de privilège sans texte, il doit être vrai qu'un privilège accordé à certaines personnes, eu égard à la qualité de la créance, ne peut leur être enlevé que par un texte explicite en sens contraire.

En troisième lieu, si l'on se demande pour quelles raisons le privilège de l'insaisissabilité a été accordé aux créanciers de l'Etat, on voit que c'est bien plutôt dans un but de crédit public qu'en vue d'éviter une comptabilité compliquée par les oppositions qu'il a été accordé ; le crédit public n'est pas moins nécessaire quand le titre est au porteur que quand il est nominatif.

Enfin, il serait absurde de soutenir qu'un droit incorporel qui est insaisissable par sa nature, va perdre ou conserver cette qualité par suite de la forme sous laquelle il se révèle aux yeux.

On peut supposer une personne inscrite au grand-livre de la Dette publique pour un certain chiffre de rentes. Son droit est insaisissable. Si, comme elle le peut, cette personne demande la conversion de sa rente nominative en titres au porteur, ses rentes deviendraient saisissables. Et plus tard, si elle voulait pour une cause quelconque demander une nouvelle conversion en rente nominative, comme la loi le lui permet, en vertu de l'article 7 de l'ordonnance du 29 avril 1831, son droit recouvrerait le privilège de l'insaisissabilité (1).

Le même droit pourrait donc changer de nature à sa volonté et pourrait être, tour à tour, insaisissable, puis saisissable, et enfin retrouver sa qualité primitive ?

C'est là une conséquence qu'on ne peut admettre.

La théorie qui refuse le privilège de l'insaisissabilité aux rentes quand elles sont au porteur ne peut se défendre. Il est impossible de nier l'immunité accordée aux rentes sur l'Etat quand elles sont nominatives, les lois sont formelles. Il est de même, par voie de conséquence, impossible de soutenir que les rentes au porteur puissent être saisies, car rien n'autorise une distinction entre elles à cet égard (2).

Outre ces raisons d'ordre juridique, on trouve encore un argument décisif pour repousser le droit à la saisie des rentes au porteur, dans les travaux préparatoires de la loi

(1) Dalloz, *Supplément au Répertoire*, n° 777.

(2) De Folleville, *Titres au porteur*, n° 361.

du 15 juin 1872 relative aux oppositions en cas de perte et de vol de titres au porteur.

Cette loi dans son article 16, exclut expressément de ses limites, les rentes sur l'Etat. Cette exclusion n'a du reste pas été décidée sans discussion. M. Grivart dans son rapport en a indiqué les motifs en ces termes : « Les rentes sur
« l'Etat sont depuis longtemps soumises à une législation
« spéciale d'après laquelle elles ne sont passibles d'aucune
« opposition. A la faveur de cette législation, l'Etat a pu dé-
« centraliser ses paiements et autoriser les porteurs de
« rentes à se présenter à celle des caisses publiques où il
« leur est le plus commode de se faire payer. Le nombre
« des agents payeurs de la rente est ainsi devenu très con-
« sidérable et si l'on imposait aux valeurs émises par le
« Trésor les dispositions de la loi nouvelle, l'Etat aurait à
« se préoccuper de la responsabilité qui pourrait résulter
« pour lui de leur inattention ou de leur négligence. Peut-
« être serait-il amené à retirer aux porteurs de rente cette
« facilité qu'il leur accorde aujourd'hui d'être payés au lieu
« qu'il leur convient de choisir.

« Nous proposons donc de ne rien changer au régime de
« la rente et des autres valeurs au porteur de l'Etat ».

On ne pouvait dire d'une façon plus précise ni plus explicite, que les rentes sur l'Etat, même au porteur, sont insaisissables.

Les motifs tirés de textes formels des lois et des raisons d'ordre juridique conduisent à ne pas admettre un système qui permettrait la saisie d'une catégorie de rentes sur l'Etat et qui constituerait une exception au principe admis de l'insaisissabilité absolue.

CHAPITRE II

Les rentes sur l'Etat font-elles partie du gage d'une créance alimentaire.

La question de savoir si les rentes sur l'Etat sont insaisissables même pour cause d'aliments est d'une haute portée morale et intéresse les droits les plus sacrés.

Le Code en établissant l'obligation entre parents de se fournir des aliments en cas de besoin a sanctionné un droit naturel et consacré la solidarité de la famille dont il s'efforce de resserrer partout les liens,

Un parent peut avoir obtenu contre un de ses proches une pension alimentaire. Quel est le gage de cette créance ?

On peut faire rentrer sans difficulté dans le gage d'une créance pour cause d'aliments tout ce qui rentre en général dans celui d'une créance ordinaire, soit tous les biens saisissables sur lesquels peuvent s'exécuter les jugements.

Mais il y a plus : le droit aux aliments est pour ainsi dire le droit à la vie ; il a paru si sacré au législateur que la règle ordinaire a été étendue et que certains biens, en principe insaisissables, peuvent par exception être saisis pour cause d'aliments.

Au premier rang des biens insaisissables, se trouvent les pensions payées par l'Etat ; ces pensions ne sont instituées que dans un intérêt d'humanité ; elles ne sont accordées

que comme droit alimentaire à titre de nécessité première aussi sont-elles insaisissables en totalité.

Il y a pourtant une exception à cette insaisissabilité, un tiers des pensions militaires peut être saisi en vertu d'une permission spéciale du ministre de la Guerre, mais seulement pour les créances alimentaires de la famille du pensionnaire.

Ainsi le principe de l'insaisissabilité absolue fléchit dans ce cas unique, pour aliments dus par le titulaire de la pension, soit à sa femme, soit à ses enfants.

Une autre exception au principe de l'insaisissabilité, établie en faveur des créances alimentaires est consacrée par l'article 582 du Code de procédure civile : « Les provisions alimentaires ne pourront être saisies que pour cause d'aliments » (1).

Cette exception indique bien toute l'importance attachée par le législateur au droit aux aliments.

Une provision alimentaire est accordée à une personne, il y a donc tout lieu de supposer que les ressources de cette personne sont, si pas nulles, toujours au moins insuffisantes pour lui permettre de continuer à mener un genre de vie semblable à celui qu'elle a toujours eu jusque-là ; la provision alimentaire a souvent un but d'utilité relative, la loi pense qu'avant les besoins relatifs, elle peut consacrer les besoins absolus, aussi elle permet de saisir une partie d'une provision alimentaire pour cause d'aliments. En réduisant

(1) Boitard, Colmet l'Aage et Glazson, tome 2, page 251.

au nécessaire le titulaire d'une provision alimentaire on peut fournir l'indispensable au créancier d'aliments.

Cette exception en faveur des pensions alimentaires existe-t-elle au principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat ?

La loi peut-elle être moins sévère pour les titulaires de rentes, souvent riches, que pour les créanciers de pensions souvent modestes ou enfin que pour ceux qui sont dans la nécessité de réclamer une provision alimentaire ?

Les idées de morale et d'équité protestent énergiquement contre la solution absolue, mais il est malheureusement impossible de la méconnaître dans l'état actuel de la législation.

La jurisprudence a eu à se prononcer (1) sur la question, et, elle a décidé qu'aux termes de l'article 4 de la loi du 8 nivôse an vi, et de l'article 7 de la loi du 22 floréal an vii, il ne pouvait être formé d'opposition ni sur la Dette publique ni sur les arrérages ; que cette prohibition fondée sur les principes du crédit public et l'intérêt de l'Etat était générale et absolue et qu'elle n'admettait aucune exception tirée de l'intérêt des parties ou de leurs droits particuliers.

Cet arrêt a soulevé les plus vives protestations et nul doute que la doctrine de l'insaisissabilité relative appliquée aujourd'hui par la Cour de Cassation ne permettrait la saisie en pareil cas.

(1) Paris, 22 janvier 1847. Dalloz, 1847. 4. 432. — *Journal des Avoués*, tome 72, page 183, n° 21. Carré, 3^e édition, tome 4, page 662, n° 895.

En droit, pour les partisans de l'insaisissabilité absolue, il n'en reste pas moins acquis que l'interprétation consacrée par l'arrêt de 1847 est la seule admissible et que quelque dure qu'elle paraisse, des raisons d'équité aussi fondées qu'elles soient ne peuvent jamais servir de prétexte à éluder la loi ou à faire fléchir un texte impératif.

Dans les cas où des biens généralement insaisissables, peuvent être saisis pour cause d'aliments, des exceptions sont formellement consacrées par un texte. Aucune loi de ce genre n'existe pour restreindre en pareil cas l'insaisissabilité proclamée par les lois de l'an vi et de l'an vii.

CHAPITRE III

*Le principe de l'insaisissabilité absolue souffre-t-il
une exception en cas de faillite du rentier?*

La faillite d'un propriétaire de rentes sur l'Etat est le cas qui paraît le plus favorable à l'admission d'une exception au principe de l'insaisissabilité absolue.

Lorsqu'un commerçant a suspendu ses paiements, il importe de sauvegarder dans la mesure du possible les intérêts de ses créanciers. Dans ce but, la loi a décidé que le failli serait dessaisi de ses biens. C'est un des effets les plus importants de la faillite. L'article 443, alinéa 1^{er} du Code de Commerce le consacre en ces termes : « Le jugement déclaratif de faillite emporte de plein droit, à partir de sa date, dessaisissement pour le failli de l'administration de tous ses biens, même de ceux qui peuvent lui échoir en état de faillite. »

Par le fait que le failli est privé de l'administration de ses biens dans l'intérêt des créanciers, il faut que quelqu'un prenne en son lieu et place cette administration. C'est un syndic qui en sera chargé ; celui-ci, doit faire les actes conservatoires, renouvellement d'inscriptions, interruption de prescription, recouvrement d'effets de commerce, enfin il doit liquider le patrimoine du failli si la solution admise

par les créanciers implique que ses biens doivent être vendus.

Aux termes de l'article 443 du Code de Commerce, le failli sera dessaisi de tous ses biens. La loi ne faisant aucune distinction, aucun bien du failli ne devrait échapper à cette règle, tous sont le gage de ses créanciers. Mais les rentes sur l'Etat ont été déclarées insaisissables par une loi, quel sera leur sort dans ce cas ? Suivront-elles tous les autres biens du débiteur failli, ou conserveront-elles leur caractère d'insaisissabilité.

L'article 443 du Code de Commerce et la loi de l'an vi sont en opposition.

Quelle solution admettre ?

En droit on applique souvent le principe que les dispositions spéciales dérogent aux règles générales.

Le caractère de la loi de l'an vi est d'être une loi exceptionnelle ; le Code de Commerce au contraire représente le droit commun. Comme conséquence de la règle, on devrait admettre que la loi de l'an vi apporte une exception à l'article 443 du Code de Commerce.

Cela posé, si les rentes sur l'Etat appartenant au failli échappaient au droit de gage général et au dessaisissement le débiteur pourrait les conserver et frustrer ses créanciers, avec l'argent desquels il les aurait peut-être payées. Cet effet a paru excessif ; le failli pourrait, avant d'être dessaisi, avoir converti une partie de ses biens en rentes insaisissables et éluder ainsi les règles de la faillite.

Ce résultat a paru tellement inique qu'il a déterminé le

retour de la jurisprudence de la Cour de cassation. L'arrêt de 1859 qui admet l'insaisissabilité seulement relative des rentes sur l'Etat a été rendu sur une question de faillite (1).

Le système qui admet que les rentes sur l'Etat peuvent être saisies, pourvu que pour arriver à ce résultat aucune opposition entre les mains du Trésor ne soit nécessaire, conduit à accepter en cas de faillite le dessaisissement des rentes sur l'Etat.

Le dessaisissement étant admis, la pratique affirme que le syndic peut aliéner les rentes sur l'Etat appartenant au failli.

On invoque plusieurs arguments en faveur de cette doctrine.

On ne voit pas, disent les partisans de ce système, pourquoi en raison et en équité cet élément de l'actif échapperait à l'action des créanciers ; la loi elle-même ne peut prévaloir contre l'équité et elle doit fléchir lorsqu'elle va devenir injuste.

D'autre part, le principe du dessaisissement prononcé par l'article 443 du Code de Commerce est général et ne semble pas comporter d'exception.

Cette théorie, ajoute-t-on, n'est pas en opposition avec les lois qui régissent la dette inscrite. Il résulte implicitement de la loi de l'an VII que le transfert des rentes sur l'Etat ne peut avoir lieu que du consentement du titulaire ; mais par l'effet de la déclaration de faillite, la personnalité juridique

(1) Lyon, 19 juin 1857. Cassation, 8 mars 1859. Dalloz, 1859-4-145.

du failli passe au syndic et le failli se trouve dessaisi de l'administration de tous ses biens (1). Le pouvoir appartient au syndic qui devient alors le mandataire légal du failli et a droit en cette qualité de donner le consentement nécessaire pour le transfert, faisant d'ailleurs un acte de bonne administration en vendant les rentes et les autres biens pour acquitter les dettes.

Si le failli conservait ses titres de rentes et continuait à en toucher les arrérages il se rendrait coupable de banqueroute et pourrait être poursuivi de ce chef, et tout agent de change qui connaîtrait son état devrait lui refuser son concours pour le transfert des titres.

La jurisprudence, si elle n'a pas unanimement admis ce principe en a du moins fait une large application.

Aux arrêts de Lyon du 19 juin 1857 et de la Cour de Cassation du 8 mars 1859, sont venus s'ajouter d'autres importants, et dans le même sens.

Un arrêt de la Cour de Paris du 18 janvier 1886 (2), admet que les lois de l'an vi et de l'an vii ne mettent pas obstacle au droit du syndic d'aliéner les rentes sur l'Etat au profit des créanciers, et que les héritiers du failli, pas plus que leur auteur, ne peuvent s'opposer valablement aux aliénations de ces rentes par le syndic.

Un arrêt de la Cour d'Amiens du 16 janvier 1894 admettant le même principe voit dans le syndic non seulement un mandataire légal du failli, mais même en fait le véritable

(1) Berthaut. *Rentes sur l'Etat*, page 206.

(2) Dalloz, 1886, 2, 233.

propriétaire de la rente. Cet arrêt déclare en effet que les pouvoirs dessyndics de faillite ne sauraient être paralysés par les lois de l'an vi et de l'an vii, et leur accorde, pour le cas où le failli conserverait un titre de rente et continuerait à en toucher les arrérages, la faculté de se prévaloir de leur qualité de propriétaire et de recourra l'opposition, moyen formellement réservé par les lois au propriétaire du titre de rentes.

Enfin, un arrêt de la Cour d'Orléans, du 9 avril 1878, déclare que ni le texte, ni les motifs des lois de l'an vi et de l'an vii n'autorisent à penser que le législateur a voulu placer hors d'atteinte les rentes sur l'Etat, même dans le cas de faillite, en leur conférant le privilège exorbitant d'échapper au droit de gage général des créanciers du failli.

Cette jurisprudence a reçu application dans la pratique et la direction de la Dette ne s'est pas opposée depuis un certain nombre d'années à ce qu'un syndic puisse vendre les rentes inscrites au nom du failli (1).

Cette théorie, ne paraît pas devoir faire abandonner la thèse de l'insaisissabilité absolue. Elle n'invoque pas d'arguments absolument décisifs et de nature à renverser le texte formel de deux lois. De plus si elle peut invoquer en sa faveur un certain nombre d'arrêts, le système inverse a également été consacré par un certain nombre de décisions dont on ne peut nier la valeur.

(1) Dalloz, *Supplément au répertoire*, page 585.

On a invoqué au profit du droit de saisir les rentes en cas de faillite, des considérations rationnelles et morales. Il ne s'agit ici ni de raisonnements abstraits ni d'équité, il faut séparer le terrain d'application de la loi et de la morale; les textes sont formels, et bien qu'il arrive quelquefois à la jurisprudence de les tourner, on ne peut admettre sur le terrain du droit pur que, pour des raisons d'équité, on élude une loi (1).

Que le système de l'insaisissabilité absolue puisse donner lieu à des scandales, c'est possible, c'est même déplorable, mais dans l'état actuel de la législation, on ne saurait interpréter les textes autrement. Sans une loi nouvelle, la faillite ne peut apporter de dérogation aux lois de l'an vi et de l'an vii.

D'ailleurs l'iniquité de la règle est-elle aussi grande qu'on l'a proclamé? Les créanciers ont été avertis que les rentes sur l'Etat ne leur servaient pas de gage; la conséquence forcée est que le dessaisissement ne s'y applique pas, qu'il n'y a pas de dérogation dans le cas de faillite au principe qui interdit la mainmise des créanciers sur cette partie du patrimoine de leur débiteur.

Le syndic, dit-on, aura le pouvoir d'aliéner les rentes du failli car il est son mandataire légal. Le but poursuivi par ce système est certainement louable, mais le syndic n'est pas le mandataire légal du failli, mais bien celui des créan-

(1) Lyon-Caen et Renault. *Traité de droit commercial de la faillite*, page 492.

ciers. On ne conçoit d'ailleurs pas un mandat en opposition avec l'intérêt du mandant, il faut admettre au contraire que quand les intérêts du failli sont en contradiction avec ceux des créanciers, le mandat du syndic cesse, si tant est qu'il représente le failli.

Un arrêt d'Aix, du 31 juillet 1882, a appliqué ces principes (1).

Un avis du Conseil d'Etat du 26 fructidor an xiii (2) est en faveur de la doctrine de l'insaisissabilité absolue. Il déclare que la faillite ne porte aucune atteinte au principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat. Le dessaisissement ne peut se produire que dans la mesure où les biens du failli sont le gage de ses créanciers, ce n'est pas le cas pour les rentes sur l'Etat.

Le Code de Commerce, dit-on, emploie, au sujet de la faillite, des termes absolument généraux : le failli est dessaisi de tous ses biens ; on doit comprendre même les rentes sur l'Etat dont les syndics sont devenus ainsi détenteurs légitimes. Cet argument porte évidemment à faux. Il s'agit précisément de savoir si les rentes sur l'Etat n'échappent pas au dessaisissement, nécessairement frappé d'inertie, là où la saisie ne s'exercerait pas utilement.

Or le dessaisissement n'est qu'une saisie qui se distingue, en ce qu'elle est plus rapide et plus énergique qu'une saisie ordinaire.

(1) Dalloz, 1884-2-94. — Rouen, 6 mars 1888. — Dalloz, 1888. 2, 91.

(2) Dalloz. *Répertoire*, n° 1161.

Les lois générales subissent souvent des exceptions, c'est précisément le cas ici, il faut tenir compte des lois spéciales de l'an vi et de l'an vii qui ont apporté une dérogation.

L'impuissance du dessaisissement vis-à-vis des rentes sur l'Etat n'a du reste rien de surprenant, les termes généraux de l'article 443 subissent bien d'autres exceptions : l'inaliénabilité des immeubles dotaux subsiste malgré la faillite, les actions personnelles au défunt ne passent pas au syndic et cependant leur heureuse issue augmenterait les chances des créanciers d'être remboursés.

Il y a ici une question d'étendue du dessaisissement. Le dessaisissement s'applique au gage des créanciers tel qu'il est établi par l'article 2092 du Code civil, mais sous réserve de l'application des lois spéciales (1).

La jurisprudence qui permet au syndic de vendre les rentes appartenant au failli, se justifie plus par la nécessité d'assurer le crédit dans les transactions commerciales que par des arguments et des fictions juridiques.

On objecte à la théorie de l'insaisissabilité absolue que l'article 18 de l'arrêté du 27 prairial an x interdit aux agents de change de négocier aucune lettre de change, billet ; vendre aucune marchandise appartenant à des personnes dont la faillite sera connue. Comment concilier cette indisponibilité absolue des rentes entre les mains du failli avec le principe d'insaisissabilité ?

(1) Trouiller, *Revue pratique de droit français*, page 163, tome XI.

L'article cité omet précisément les effets publics, l'argument est donc sans valeur.

Enfin, si le failli réalise ses rentes sur l'Etat, la valeur ainsi réalisée cessant d'être insaisissable le droit de gage des créanciers s'y appliquera aussitôt.

La grande majorité de la jurisprudence admet qu'en cas de faillite le rentier est dessaisi (1). On trouve cependant des arrêts dans le sens de l'insaisissabilité absolue. Parmi ceux-ci on peut citer ceux de la Cour de Cassation du 8 mai 1854 et d'Aix du 31 juillet 1882 (2).

En résumé, abstraction faite des considérations de morale et d'équité, en se plaçant sur le terrain purement juridique, il semble certain qu'il est impossible d'admettre aucune exception au principe général de l'insaisissabilité absolue, en cas de faillite du propriétaire de rentes sur l'Etat.

Une théorie soutenue par de nombreux auteurs a pu concilier le droit de remise en nantissement des rentes sur l'Etat avec les lois de l'an vi et de l'an vii (3). Pour eux, le principe de l'insaisissabilité, signifie seulement que les rentes sur l'Etat ne peuvent pas être vendues contre le gré du propriétaire sur une saisie opérée par ses créanciers.

(1) Cassation, 8 mars 1859. Dalloz, 1859, 1-145. — Orléans, 9 avril 1878. Dalloz, *Supplément au répertoire*, V^o Faillites et banqueroutes, n^{os} 416, 1022. — Paris, 18 janvier 1886, Dalloz, 1886, 2-233.

(2) Aix, 31 juillet 1882, Dalloz, 1884-2-94 — Rouen, 6 mars 1888, Dalloz, 1888, 2-271.

(3) Buchère, *Traité des valeurs mobilières*, n^o 138. — Bavelier, *Des rentes sur l'Etat*, n^o 48. — Garsonnet, *Procédure civile*, t. III, page 52, n^o 549. — Lyon-Caen et Renault, *Droit commercial*, t. II, n^o 255 bis. — Aubry et Rau, t. IV, page 700. — Dumesnil, *Législation du Trésor public*, n^o 120.

Mais il ne s'oppose pas à ce que ce propriétaire en donnant en gage les rentes qui lui appartiennent, consente par anticipation à ce qu'elles soient vendues s'il ne paie pas sa dette à l'échéance.

L'insaisissabilité établie en faveur du rentier, ne peut se retourner contre lui ; en ne lui permettant pas la remise de ses titres en nantissement, on arriverait à le protéger contre lui-même et on aboutirait au résultat étrange de rendre inutiles dans ses mains des rentes qui pourraient être pour lui un précieux instrument de crédit. Les rentes sur l'Etat ne sont pas hors du commerce elles ne sont pas frappées d'indisponibilité : le titulaire a la faculté de les vendre, il doit avoir à plus forte raison celle de les donner en gage.

La jurisprudence s'est ralliée à cette doctrine et de nombreux textes affirment la validité de la mise en gage des rentes sur l'Etat (1).

Cette thèse est très souriante parce qu'elle supprime les inconvénients inhérents au système de l'insaisissabilité absolue ; le rentier pouvant remettre ses titres en nantissement peut ainsi se procurer un puissant moyen de crédit et tirer de ses titres un parti que serait loin de compenser, s'il ne le pouvait, le privilège de l'insaisissabilité.

Une troisième théorie, qu'on pourrait appeler théorie classique est celle qui a soutenu que l'insaisissabilité abso-

(1) Paris, 13 janvier 1854, D. 1854, 2, 93. — Dijon, 13 décembre 1855, D. 1856, 2, 185. — Cassation, 4 avril 1864, D. 1867, 1, 33. — Paris, 19 janvier 1884, D. 1884, 2, 233. — Paris, 6 mars 1889, D. 1890, 2, 62 — Paris, 26 janvier 1894, 2, 215.

lue s'oppose à la constitution de nantissements en rentes sur l'Etat. Ces rentes, dit-elle, n'étant pas soumises au gage général des créanciers, on ne voit pas pourquoi elles pourraient faire l'objet d'un gage spécial. On décide généralement que les biens en droit insaisissables ne peuvent être donnés en nantissement ; pourquoi ce principe ne s'appliquerait-il pas aux rentes sur l'Etat.

Le Conseil d'Etat a décidé le 6 août 1879 que l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat s'oppose à ce que le ministre des Finances autorise un créancier à faire opérer le transfert d'une rente appartenant à son débiteur alors même que l'autorité judiciaire a reconnu que ce titre lui avait été remis en nantissement et l'avait autorisé à en poursuivre la vente.

Pour éluder les règles rigoureuses qui guident le Trésor, on a imaginé un expédient qui n'est pas sans danger pour le propriétaire de la rente.

Les parties simulent une vente, le débiteur consent au transfert au profit du créancier, comme s'il y avait véritablement cession à titre onéreux ; une contre-lettre signée par les parties constate que le créancier n'est pas propriétaire du titre, mais l'a seulement reçu en gage. Ce nantissement est valable, car aucune loi n'interdit une semblable cession ; mais il n'est pas sans inconvénients. Si, en effet, le créancier cède le titre à des tiers, le propriétaire n'aura aucune action contre eux.

Un dernier argument à l'appui de la théorie qui n'admet pas la validité de la remise en nantissement de rentes sur

l'Etat peut se déduire de différentes lois qui ont été promulguées au cours de ce siècle.

CHAPITRE IV

Le principe de l'insaisissabilité absolue subsiste-t-il après la mort du rentier.

Après la mort de tout individu, deux catégories de personnes ayant des intérêts opposés ont à exercer des droits sur sa succession ; ce sont : les créanciers d'une part, les héritiers de l'autre.

Le Code Civil a posé les règles générales à suivre pour la liquidation des successions ne comprenant que des biens faisant partie du gage des créanciers. Dans ce cas le droit de ces derniers prime celui des héritiers ; tous les biens disponibles sont le gage de leurs créances.

Cette règle générale subsiste-t-elle dans le cas où, au nombre des biens composant la succession, se trouvent des rentes sur l'Etat ?

Du vivant de leur débiteur, les créanciers n'avaient aucun droit sur ces rentes. Sa mort a-t-elle pour effet de leur conférer un gage plus étendu et de leur permettre de s'emparer de biens jusque-là insaisissables ?

L'application stricte des principes se refuse à cette interprétation car les héritiers étant saisis, les rentes ne peuvent perdre aux mains de leur nouveau propriétaire un de leurs caractères essentiels.

La question se pose dans le cas d'acceptation pure et simple, comme dans celui d'acceptation sous bénéfice d'inventaire. Aucune difficulté n'a jamais été soulevée dans le premier cas, l'intérêt en effet est nul : l'héritier est-il saisi des rentes sur l'Etat, le droit des créanciers s'exerce sur ses biens personnels, ses biens saisissables fournissent la contre valeur des biens insaisissables qu'il a pu recueillir.

Quand la succession est acceptée sous bénéfice d'inventaire, au contraire, l'héritier prend dans la succession les rentes sur l'Etat sur lesquelles les créanciers de la succession n'ont aucun droit; ses biens personnels n'étant en outre nullement le gage de ceux-ci, il les prive de la valeur intégrale des rentes dont il devient propriétaire.

Cette conséquence a paru inacceptable et on a cherché à l'éluder.

Certains auteurs ont prétendu que les rentes sur l'Etat faisant partie d'une succession pouvaient être vendues au profit des créanciers du *de cujus*, ou de ceux de l'héritier. Il n'y a pas, disent-ils, dans ce cas de saisie à pratiquer sur la rente, une simple opposition au transfert suffit.

Quelques-uns ont adopté une thèse moins absolue et ont fait une distinction entre les cas où le partage a déjà eu lieu, et celui où l'indivision subsiste encore. Pour eux, la rente, tant qu'elle fait partie de la succession indivise est comme les autres valeurs héréditaires soumise au gage des créanciers. C'est seulement quand elle est attribuée à un héritier déterminé qu'elle reprend entre ses mains son caractère d'insaisissabilité.

L'héritier bénéficiaire, ajoute-t-on, n'est qu'un administrateur de tous les biens de la succession, dont il est comptable envers les créanciers.

La jurisprudence, en cette matière, a subi la même évolution que pour les cas où la rente fait partie du patrimoine d'un propriétaire vivant. Après avoir à l'origine refusé tous droits aux créanciers d'une succession, elle est devenue hésitante, puis elle a appliqué la théorie qui la domine aujourd'hui ; les rentes sur l'Etat n'étant frappées que d'une insaisissabilité relative sont le gage des créanciers (1).

Le Trésor lui-même en cette matière ne soutient pas la thèse absolue qu'il défend généralement, et il admet les jugements qui ordonnent la vente avant partage et par le notaire liquidateur des rentes dépendant d'une succession. Mais dans ce cas, il faut s'abstenir dans le certificat de propriété produit à l'appui de la vente; d'attribuer la rente aux héritiers; le notaire doit se contenter de certifier que la rente dépend de la succession du titulaire.

Ces différentes considérations, qui ont influé sur une partie de la doctrine et sur la jurisprudence, sont-elles de nature à faire penser qu'une exception à l'insaisissabilité puisse exister pour les rentes sur l'Etat dépendant d'une succession bénéficiaire ?

(1) Paris, 18 janvier 1886. Dalloz. 1886, 2. 233. — Bordeaux, 11 mai 1887. Dalloz, 1888, 3. 56.

Le Mans, 19 janvier 1892. — Dalloz, 1892, 2. 90. — Rouen, 6 mars 1888. Dalloz, 1888-2-291.

Paris, 21 mars et 19 décembre 1889. — Dalloz 1891-2-19.

La théorie de l'insaisissabilité absolue est-elle plus inacceptable dans le cas de succession bénéficiaire que dans les cas généraux ?

Il est aisé de répondre à ceux qui font ressortir tout ce qu'il y a d'inique dans une situation où des héritiers s'emparent de biens au détriment des créanciers, que rien n'est changé dans la situation de ces derniers, que le bénéfice d'inventaire ne produit pas d'autre effet que de maintenir et de limiter le gage des créanciers héréditaires aux proportions qu'il avait dans les mains du *de cujus*; ce gage ne perd ni n'acquiert rien en étendue. Du vivant du *de cujus* il ne comprenait pas les rentes sur l'Etat, il n'est pas plus inique qu'il ne les comprenne pas après sa mort. Le privilège attaché aux rentes n'emprunte rien à la personnalité du titulaire; c'est, au contraire, un privilège d'ordre tout à fait général.

L'héritier, a-t-on dit, est administrateur du gage des créanciers; c'est possible, mais les rentes sur l'Etat n'ont jamais fait partie de ce gage et le fait seul de la mort de leur propriétaire ne peut en aucune façon les y faire rentrer.

En dernier lieu le bénéfice d'inventaire a été créé par la loi en faveur de l'héritier; si on lui reconnaît le droit dans une succession acceptée purement et simplement d'être saisi des rentes sur l'Etat avec tous les privilèges qui leur sont attachés, pourquoi lui refuserait-on le même droit dans un cas spécial. Si l'héritier est saisi des biens toujours de la même manière, les rentes sur l'Etat ne peuvent lui arriver tantôt saisissables, tantôt insaisissables. Des règles

qui n'ont aucun rapport avec les motifs qui ont fait attacher certains avantages à une catégorie de biens, ne peuvent en rien changer la nature d'un droit.

Un cas non moins intéressant que celui de succession bénéficiaire peut se présenter : c'est celui où une succession dans laquelle se trouvent des rentes sur l'Etat, tombe en deshérence.

Ici, plus qu'en tout autre cas, il semble que les créanciers devraient avoir le droit de se payer sur les rentes. Cependant les principes de l'insaisissabilité absolue triomphent en droit ici encore.

La loi n'a admis d'exception à l'insaisissabilité en aucun cas.

D'autre part, le Code Civil a prévu les circonstances où aucun successeur ne se trouverait pour recueillir la succession, et il l'attribue alors à l'Etat qui se trouve dans une situation assez semblable à celle d'un héritier bénéficiaire. En fait le Trésor, quand l'Etat succède, ne refuse jamais d'opérer le transfert des rentes à la requête du curateur à la succession et sur sa seule signature. Mais peut-on dire que l'Administration, en agissant ainsi, porte atteinte au principe de l'insaisissabilité. Peut-on même dire que le Trésor recule devant les conséquences inacceptables de l'insaisissabilité absolue.

Il semble bien plutôt que l'Etat en devenant propriétaire entend se libérer des dettes de la succession dans la mesure où elles pèsent sur lui ; l'insaisissabilité édictée en faveur des rentes n'entraîne en rien l'inaliénabilité. Si on

ne peut forcer un débiteur peu scrupuleux à désintéresser ses créanciers sur ses rentes, on peut, bien moins encore, empêcher un débiteur honnête de réaliser ses rentes pour acquitter le montant de sa dette.

CHAPITRE V

Nantissement. — Cautionnement,

La question de savoir si les rentes sur l'Etat peuvent être données en nantissement a aujourd'hui une grande importance au point de vue économique.

Deux termes précis et également importants sont à envisager dans l'étude de cette question : le développement considérable qu'ont pris au cours de ce siècle les rentes sur l'Etat, et l'importance acquise par le gage dans ces dernières années.

Le Code Civil pose les règles générales du gage, mais les formalités spéciales et lentes qu'il exige montrent assez que ce contrat n'était pas entré dans les mœurs de 1804. Le Code de Commerce de 1807, ne s'occupe pas spécialement de la question ; les formalités du Code Civil sont applicables aux opérations commerciales.

Depuis lors, la loi du 25 mai 1863 est venue faire du gage un des principaux instruments de crédit. C'est aujourd'hui un des puissants leviers du commerce. Tout, peut-on dire, peut être constitué en gage, meubles corporels et incorporels, marchandises, titres, créances, droit au bail.

Une catégorie, de valeurs est intéressante à envisager dans cette étude, c'est celle des rentes sur l'Etat.

Les valeurs mobilières en général peuvent être données en nantissement. Quelles sont les formalités qu'exige la mise en gage, quelles sont les conséquences qu'elle entraîne? Telles sont les questions à trancher avant d'examiner si les créances consenties par l'Etat peuvent faire l'objet d'un nantissement.

Les formalités imposées pour la validité d'un nantissement en valeurs mobilières sont : la rédaction d'un acte public ou sous seing privé dûment enregistré ou ayant acquis date certaine et dans lequel sont constatées l'existence et les modalités du contrat. La rédaction d'un écrit est exigée pour les titres nominatifs comme pour les titres au porteur ; les titres au porteur sont en effet des meubles incorporels et l'article 2074, qui leur est applicable, prescrit expressément l'application de cette formalité.

Une autre condition essentielle pour que le nantissement d'une valeur mobilière soit valable, c'est que le titre qui la constate ait été remis au créancier gagiste ou à un tiers chargé de le détenir pour son compte.

Le dessaisissement du débiteur et l'investissement du créancier par la mise en possession, sont requises à peine de nullité du contrat, car le nantissement est un contrat réel dont la perfection est subordonnée à la tradition de l'objet constitué en gage.

En dernier lieu, il est nécessaire pour les titres nominatifs qu'une signification de la constitution de gage soit faite au débiteur de la créance.

L'article 2075 requiert que l'acte de nantissement soit

porté à la connaissance de la Société dont le titre est donné en gage par la voie de la signification.

Quelques auteurs admettent que la signification peut être remplacée par l'acceptation du débiteur dans un acte authentique, mais la jurisprudence est contraire.

Quant aux conséquences de la remise en nantissement, elles se déduisent du but même de cette institution : « Le nantissement est un contrat par lequel un débiteur remet une chose à son créancier pour sûreté de la dette, » dit l'article 2071 du Code Civil.

La chose remise en nantissement répond donc de la dette et si le débiteur ne parvient pas à s'acquitter, le créancier devra se payer soit sur la chose elle-même en se la faisant attribuer sur estimation, soit sur le prix après vente aux enchères. Dans les deux cas, il y a expropriation forcée du propriétaire des titres.

Y a-t-il dans ces formalités et dans ces conséquences des règles qui soient en opposition avec le principe de l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat?

Au nombre des formalités, celle de la signification paraît incompatible avec l'insaisissabilité absolue, car, comme le font remarquer MM. Baudry Lacantinerie et de Loynes cette signification équivaut à une opposition entre les mains du Trésor, et cette opposition qui ne peut être admise même par la doctrine de l'insaisissabilité relative, doit être interdite parce qu'elle implique la défense de payer le rentier au détriment du créancier gagiste.

Parmi les conséquences de la remise d'un titre en nan-

tissement, il en est une, la principale qui est absolument incompatible avec l'insaisissabilité absolue des rentes. L'essence même du contrat de nantissement est la sûreté de la créance : cette sûreté ne peut avoir une portée pratique que par le prélèvement du remboursement de la créance soit sur la chose elle-même attribuée au créancier, soit sur son prix après vente à l'encontre du propriétaire du titre.

Il faut étudier maintenant, quelle application ont fait de ces principes, les différentes théories qui se sont formées sur la nature de l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat.

Ces considérations n'ont guère eu de portée pour les partisans de l'insaisissabilité relative.

Admettant que la saisie des rentes sur l'Etat n'est interdite qu'à l'encontre du Trésor, ses partisans ne pouvaient être arrêtés, par le fait que la réalisation du gage est une exécution forcée à l'encontre du titulaire de la rente. Ici comme dans la saisie, la formalité du transfert pourrait être un obstacle, mais on sait que cette difficulté est tournée au moyen d'un soit disant mandat judiciaire. La théorie de l'insaisissabilité relative, dit-on, restitue leur véritable sens aux lois de l'an vi et de l'an vii : les rentes sur l'Etat sont, comme les autres biens du débiteur, le gage de ses créanciers, gage sur lequel on peut toujours procéder à une exécution pourvu qu'on n'opère pas de saisie dans les bureaux de l'Administration des Finances. Dès lors il n'y a pas de raison pour refuser au rentier la faculté d'affec-

ses titres à un nantissement et au créancier le droit d'en demander la vente s'il n'est pas payé à l'échéance.

Si les partisans de l'insaisissabilité relative ne trouvent pas d'obstacle dans les conséquences du nantissement, il n'en va pas tout à fait de même pour les formalités, quand il s'agit de titres nominatifs. La validité du contrat dans ce cas exige la formalité de la signification, et ils reconnaissent que cette signification ne devrait pas être permise, car elle équivaut à une opposition dans les mains du Trésor, et cette prohibition est précisément la seule qu'ils admettent.

Aussi se sont-ils basés sur la pratique pour éluder cette difficulté et éviter de faire au Trésor cette signification contraire au principe même de leur théorie.

Les différents avis des partisans de l'insaisissabilité absolue sont curieux à étudier en cette matière.

Deux opinions distinctes se sont formées et sont arrivées à des résultats diamétralement opposés tout en respectant le principe de l'insaisissabilité absolue.

Des lois spéciales ont établi divers cas dans lesquels des rentes sur l'Etat peuvent être données en nantissement, et ont strictement réglé les conditions de ces opérations, il est impossible de les étendre.

L'ordonnance du 15 juin 1834, rendue en exécution de la loi du 17 mai 1834, a autorisé la Banque de France à faire des avances sur tous les effets publics français. Les titres déposés en garantie sont transférés au nom de la Banque. L'emprunteur s'engage à restituer dans un délai de trois mois au plus les sommes qui lui sont fournies ; il promet

en outre de couvrir la Banque du montant de la baisse qui pourrait survenir dans le cours des effets qu'il a transférés, quand la baisse atteindra 10 0/0.

Faute d'exécution par l'emprunteur de ces engagements, la Banque est en droit de faire vendre à la Bourse par ministère d'agent de change, tout ou partie des effets qui lui sont transférés, à défaut de couverture, dans les trois jours, après une simple mise en demeure par acte extra judiciaire ; et, à défaut de remboursement, le lendemain même de l'échéance sans mise en demeure ni formalité.

Un décret du 7 août 1869 accorde au Crédit Foncier le droit de consentir des prêts sur tous les effets publics français, dans les mêmes conditions que la Banque de France.

La loi du 23 juillet 1891 autorise le Mont-de-Piété de Paris à faire des avances sur toutes les valeurs mobilières au porteur et notamment sur les rentes françaises. Le bénéfice de cette loi peut être étendue à d'autres Monts-de-Piété que celui de Paris.

En résumé, malgré les grands avantages que peut présenter la possibilité du nantissement en rentes sur l'Etat, on peut dire que, dans l'état actuel de la loi, cette opération n'est pas complètement légale. Mais la prohibition a été très généralement tournée, et la pratique et la jurisprudence permettent de considérer ce genre de gage comme définitivement entré dans les mœurs.

Une exception au principe de l'insaisissabilité avait été insérée dans la loi du 8 nivôse an vi. Elle était comprise dans le paragraphe 3 de l'article 4 qui défendait aux

comptables de deniers publics de disposer en aucun temps de leurs inscriptions avant l'apurement de leur compte certifié par le bureau de la comptabilité, si mieux ils n'aimaient fournir caution. Cette disposition permettait à l'agent judiciaire du Trésor de frapper d'opposition les titres des rentes d'un comptable de deniers publics.

La loi du 28 avril 1816 a décidé que tous les cautionnements seraient fournis en numéraire ; elle a paru ainsi revenir à la doctrine de l'insaisissabilité absolue. Mais par suite de l'accroissement de la fortune mobilière on apporta des dérogations à la loi de 1816.

Les cautionnements en rentes sont très avantageux, ils sont préférables aux garanties données en immeubles en ce qu'ils sont plus sûrs et surtout plus facilement disponibles.

Ils sont aussi supérieurs aux cautionnements en numéraire, parce que le capital déposé au mains de l'Etat ne reste pas improductif.

Aussi, au cours du siècle, de nombreuses lois sont-elles venues étendre les cas où les cautionnements peuvent être fournis en rentes (1).

(1) Ordonnances du 6 juin 1830 (art. 4) et du 20 novembre 1831 : receveurs des hospices et établissements de bienfaisance. — Ordonnance du 31 octobre 1830 : référendaires au sceau. — Ordonnance du 26 décembre 1834 : trésorier de la garde municipale et trésorier des sapeurs-pompiers. — Décret du 23 décembre 1847 : comptables des matières des divers services de la Marine. — Décret du 18 décembre 1849 : comptables ressortissant au département de la Guerre. — Lois du 8 juin 1864 et du 22 mars 1873 : conservateurs des hypothèques. — Décret du 7 février 1874 : comptables du Mont-de-Piété de Paris. — Décret du 18 octobre 1882 : agent comptable des transferts et mutations. Art. 382, *Code de procédure civile*.

La rente affectée à un cautionnement perd par ce fait même le bénéfice de son insaisissabilité entre les mains du Trésor. Il devient permis de la frapper d'opposition. C'est une exception remarquable au principe posé par les lois de nivôse an vi et de floréal an vii.

Mais cette exception n'a d'effet qu'à l'égard de ceux dans l'intérêt desquels le cautionnement a été prescrit. Seuls les créanciers privilégiés peuvent invoquer des droits sur les titres remis en cautionnement.

Les créanciers ordinaires sont écartés, car l'insaisissabilité dont jouissent les rentes continue, même après qu'elles ont été données en cautionnement, à subsister à l'égard de tous les créanciers non privilégiés.

Cette exception au principe de l'insaisissabilité, doit être entendue d'une manière tout à fait stricte. Les lois spéciales qui la régissent sont précises et limitent les cas d'application. L'énumération est absolument limitative et on ne peut l'étendre par analogie et par identité de motifs. Là où il y a un texte, on admet l'exception, mais en dehors de ces cas le principe de l'insaisissabilité absolue interdit formellement la constitution d'un cautionnement en rentes.

En résumé les dérogations à la règle générale de l'insaisissabilité absolue doivent être interprétées dans le sens le plus étroit ; il est impossible d'admettre des exceptions fondées sur des motifs d'intérêt, de morale ou d'humanité. Ces considérations plus ou moins vagues se brisent contre une règle précise et impérative.

Sont seuls affranchis de l'insaisissabilité, les cas formellement visés par la loi.

Quelle conclusion tirer des textes spéciaux qui ont limité le principe de l'insaisissabilité absolue ? Sont-ils favorables à la théorie nouvelle ? Non, au contraire, ils démontrent l'étendue de la loi de l'an vi. Si des lois ont été jugées nécessaires pour autoriser le nantissement et le cautionnement soit en faveur d'établissements publics, soit en faveur de particuliers, c'est que ces actes qui n'affectent cependant en rien la comptabilité publique n'étaient pas possibles sous l'empire des lois du 8 nivôse an vi et du 22 floréal an vii.

TROISIÈME PARTIE

CONSÉQUENCES REGRETTABLES DES LOIS DE L'AN VI ET DE L'AN VII.
LOI NÉCESSAIRE.

CHAPITRE PREMIER

*Conséquences du principe de l'insaisissabilité au point de
vue moral et au point de vue économique.*

Les auteurs qui soutiennent la doctrine de l'insaisissabilité absolue, après avoir établi qu'elle est la seule juste en droit, déclarent qu'on ne peut la soutenir en législation.

Les critiques qu'elle a soulevées ne sont malheureusement que trop justifiées et il est regrettable de voir encore dans l'état actuel du droit les actes les plus iniques pouvoir non seulement échapper à une répression, mais encore être revêtus d'une apparence de légalité.

La critique faite au nom de l'équité et de la morale ne sont pas les seules que puissent soulever les lois de l'an vi et de l'an vii; celles que l'on pourrait tirer de raisons plus utilitaires ont bien leur valeur.

Depuis un siècle la vie économique s'est transformée(1) : le Commerce et l'Industrie se sont développés dans des conditions prodigieuses; bien des lois sont intervenues pour faciliter leur accroissement. Ce crédit qui est un de leurs principaux ressorts a fait maintes fois l'objet de l'attention du législateur et de nombreuses lois ont cherché à le développer.

Seules les rentes sur l'Etat ne sont pas entrées aussi entièrement que les autres valeurs dans la circulation des richesses; leurs vieux privilèges dont elles sont restées entourées en sont la principale cause. Si quelques timides exceptions ont été apportées au principe, ces richesses sont encore loin de la mobilité qui forme la règle générale.

Quel crédit immense ne procureraient pas ces milliards de rentes s'ils étaient soumis à la règle générale pour la constitution du gage.

On peut objecter que l'inconvénient de l'insaisissabilité a presque disparu à ce point de vue et que la pratique a su le tourner.

Les expédients sont bien insuffisants en matière aussi importante et les détenteurs de capitaux peuvent avec raison se montrer défiants à l'égard d'un privilège toujours inscrit dans la loi.

Le principe, établi au profit du rentier, au point de vue juridique, se retourne contre lui au point de vue économique.

(1) J.-B. Say, *Cours d'économie politique*, tome 6, page 152.

CHAPITRE II

Une loi est nécessaire pour supprimer le privilège de l'insaisissabilité. — Cette loi lèserait-elle les droits des porteurs de rentes sur l'Etat ?

Les raisons qui ont déterminé l'adoption de privilèges spéciaux au profit des rentes sur l'Etat, ont depuis longtemps disparu ; le crédit public rétabli aujourd'hui jouit d'une puissance considérable, qui ne cesse de s'affirmer même dans les moments les plus critiques ; les immunités attachées à ces valeurs ont en quelque sorte été perdues de vue par les créanciers de l'Etat.

Le principe de l'insaisissabilité absolue que rien ne justifie plus en pratique ne peut plus servir de règle aux tribunaux ; les juges ont cherché à tourner la loi et sont arrivés à se mettre en contradiction avec les textes mêmes.

Il est désirable que cette situation ait un terme et on peut être amené à se demander comment elle pourrait cesser.

La solution du problème a été indiquée depuis bien longtemps et, dès la fin de la première moitié de ce siècle, de nombreux auteurs réclamaient l'abrogation par une loi du principe de l'insaisissabilité.

Il est évident qu'une loi nouvelle régulariserait la situation pour l'avenir, mais cette loi ne nuirait-elle pas au

crédit de l'Etat ? serait-elle juste ? ne compromettrait-elle pas des droits acquis ?

A la première question on peut répondre rapidement. Il suffit de jeter un regard sur les cours des nombreuses obligations industrielles cotées à la Bourse et auxquelles aucun privilège d'insaisissabilité n'est attaché, on verra que ces valeurs sont tout aussi recherchées par les capitalistes que les rentes sur l'Etat elles-mêmes.

D'un autre côté les rentes sur l'Etat sont très répandues dans la petite propriété : est-il beaucoup de rentiers qui ont été attirés par l'insaisissabilité attachée à ces titres. Ce privilège, que beaucoup ignorent probablement pourrait disparaître et rien ne serait changé aux yeux de la plupart des propriétaires ; ils seraient toujours créanciers de l'Etat, et c'est dans cette qualité que réside leur confiance.

Une nouvelle loi serait-elle juste ? ne compromettrait-elle pas des droits acquis ?

Il ne paraît pas, en principe, que les besoins des générations anciennés, qui ont pu justement à une époque déterminée, faire édicter certaines lois, puissent condamner les générations suivantes à vivre sous l'empire de ces lois, même quand les transformations qui se sont opérées les ont rendues iniques ; il semble toujours juste que l'on puisse abroger un texte quand il ne répond plus aux sentiments de morale d'une époque.

Un moyen pratique pourrait être employé d'autre part pour calmer les scrupules de ceux qui voudraient encore voir de nos jours dans l'insaisissabilité, un motif d'achat

de la rente et qui craindraient ainsi de lésar des droits acquis.

En abrogeant le privilège de l'insaisissabilité on pourrait déclarer que ceux qui ne se trouveraient plus suffisamment garantis seraient admis à demander le remboursement de leur créance au pair.

Ce moyen rendrait l'opération absolument légale ; ce principe a été démontré en cas de conversion (1). L'Etat en remboursant ses créanciers au pair quand cela lui plaît ne viole pas ses engagements.

D'ailleurs on peut être persuadé que bien peu de rentiers useraient de la faculté qui leur serait accordée. L'insaisissabilité pour le plus grand nombre n'est que secondaire ; leur intérêt d'autre part leur commanderait de garder leurs titres.

Enfin ces droits acquis qu'on voudrait respecter, sont-ils si respectables ?

Un débiteur scrupuleusement honnête, possesseur de rentes sur l'Etat ne pourrait songer un instant à se prévaloir de leur insaisissabilité pour ne pas acquitter sa dette.

(1) Cauwes, *Cours d'économie politique*, 3^e édition, tome 4, n° 1324. *Journal des Economistes*, janvier 1880.

CONCLUSION

Dans l'état actuel de la législation, le principe de l'insaisissabilité absolue des rentes sur l'Etat, est le seul juridique, mais il n'est plus en rapport avec les mœurs actuelles ; le législateur doit donc le faire disparaître et, en agissant ainsi, non seulement il fera œuvre utile, mais encore il consacrera des principes de morale et d'équité qui doivent prévaloir dans toutes les lois.

Vu :

Le Doyen,

GLASSON.

Vu :

Le Président de la Thèse,

GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

(Théorie générale et histoire de l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat)

CHAPITRE PREMIER. — Rapport de Vernier au Conseil des Anciens. — Lois du 8 Nivôse an vi et du 22 Floreal an vii. — Situation politique et économique du pays au moment où ces lois ont été promulguées.....	7
---	---

CHAPITRE II. — Première interprétation des lois de l'an vi et de l'an vii par la doctrine et la jurisprudence. — Le principe de l'insaisissabilité absolue est unanimement admis par les auteurs et les tribunaux.....	15
--	----

CHAPITRE III. — Retour de la jurisprudence, ses arguments. — Nouvelle théorie. — Etude de l'insaisissabilité relative des rentes sur l'Etat.....	19
--	----

CHAPITRE IV. — Peut-on accepter en droit la thèse de l'insaisissabilité relative? — Réfutation en doctrine. — Jurisprudence de la Cour d'Appel de Paris.....	30
--	----

CHAPITRE V. — Du transfert. — Théorie de l'autorité administrative. — Jurisprudence du Conseil d'État.....	40
--	----

DEUXIÈME PARTIE

Existe-t-il des exceptions au principe de l'insaisissabilité absolue des rentes sur l'État.

CHAPITRE PREMIER. — L'insaisissabilité produit-elle son effet à l'égard des rentes constatées par des titres au porteur?.....	47
CHAPITRE II. — Les rentes sur l'État font-elles partie d'une créance alimentaire?.....	55
CHAPITRE III. — Le principe de l'insaisissabilité absolue souffre-t-il une exception en cas de faillite du rentier?.....	59
CHAPITRE IV. — Le principe de l'insaisissabilité absolue subsiste-t-il après la mort du rentier?.....	71
CHAPITRE V. — Nantissement. — Cautionnement....	77

TROISIÈME PARTIE

*Conséquences regrettables des lois de l'an VI et de l'an VII.
Loi nécessaire.*

CHAPITRE PREMIER. — Conséquences du principe de l'insaisissabilité au point de vue moral et au point de vue économique.....	86
CHAPITRE II. — Une loi est nécessaire pour supprimer le privilège de l'insaisissabilité. — Cette loi lèserait-elle les droits des porteurs de rentes sur l'État?.....	88
CONCLUSION.....	91

